

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion a pour objet de décrire notre performance et de fournir de l'information sur notre situation financière et nos perspectives d'avenir, telles que la direction les perçoit. Nous recommandons au lecteur de le lire en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2023 ainsi qu'avec nos états financiers consolidés et notre rapport de gestion annuels de 2022, puisqu'il vise à les compléter. Il contient des énoncés prospectifs qui comportent des risques et des incertitudes pouvant faire en sorte que nos résultats réels diffèrent de manière importante des résultats annoncés dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs portent notamment sur nos perspectives pour 2023 et sur nos attentes à l'égard de la conjoncture économique en général et des tendances du marché et de leur incidence prévue sur nos secteurs d'activité. Pour obtenir de l'information supplémentaire au sujet des énoncés prospectifs, des principales hypothèses et des risques importants qu'ils comportent, veuillez vous reporter aux rubriques du présent rapport de gestion intitulées « Perspectives » et « Renseignements supplémentaires – Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs ». Le présent rapport de gestion est en date du 1^{er} août 2023.

Le présent rapport de gestion contient les principales rubriques suivantes :

• Résumé – Un aperçu de nos activités et des faits saillants financiers.....	3
• Résultats d'exploitation – Une comparaison entre les résultats de la période écoulée et ceux de la période correspondante de l'exercice précédent.....	4
• Participation dans LSEG – Une analyse de notre participation actuelle dans LSEG.....	13
• Situation de trésorerie et sources de financement – Une analyse de nos flux de trésorerie et de notre dette	14
• Perspectives – Nos perspectives financières, y compris les principales hypothèses et les risques importants.....	20
• Transactions entre parties liées – Une analyse des transactions avec The Woodbridge Company Limited (« Woodbridge »), actionnaire majoritaire et contrôlant, et avec d'autres parties liées.....	22
• Événements postérieurs à la date de clôture – Une analyse des événements importants qui se sont produits après le 30 juin 2023 et jusqu'à la date du présent rapport de gestion	22
• Changements touchant les méthodes comptables – Une analyse des changements apportés à nos méthodes comptables.....	23
• Estimations comptables et jugements critiques – Une analyse des estimations et des jugements critiques formulés par notre direction pour l'application des méthodes comptables.....	23
• Renseignements supplémentaires – D'autres informations obligatoires à fournir.....	23
• Annexes – Des informations supplémentaires	25

Sauf indication contraire ou à moins que le contexte ne l'indique autrement, les termes « nous », « nos », « notre », la « société » et « Thomson Reuters » font référence à Thomson Reuters Corporation et à ses filiales.

Base de présentation

Nous dressons nos états financiers consolidés en dollars américains conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

Hormis le résultat par action, nous présentons nos résultats en millions de dollars américains, mais nous calculons les variations en pourcentage et les marges au dollar près pour plus de précision. En conséquence, les pourcentages et les marges calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesures financières non conformes aux IFRS

Dans le présent rapport de gestion, nous analysons nos résultats sur une base conforme aux IFRS et sur une base non conforme aux IFRS. Nous utilisons des mesures financières non conformes aux IFRS, notamment des ratios qui tiennent compte d'une ou de plusieurs mesures financières non conformes aux IFRS, à titre d'indicateurs supplémentaires de notre performance d'exploitation et de notre situation financière, de même qu'à des fins de planification interne, et dans le cadre de nos programmes de rémunération incitative de la direction et de l'établissement de nos perspectives commerciales. Nous sommes d'avis que ces mesures financières non conformes aux IFRS permettent une meilleure analyse de notre rendement. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS; elles sont donc difficilement comparables aux mesures similaires présentées par d'autres sociétés et ne devraient donc pas être considérées comme un substitut aux mesures du rendement financier calculé selon les IFRS.

Il y a lieu de se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion pour obtenir une description des mesures financières non conformes aux IFRS que nous utilisons et des raisons pour lesquelles, à notre avis, ces mesures sont utiles à l'évaluation de notre performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » ainsi qu'à l'annexe B du présent rapport de gestion pour des rapprochements de ces mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Glossaire – Termes clés

Sauf indication contraire, les termes suivants utilisés dans le présent rapport de gestion ont la signification qui leur est attribuée ci-après :

Terme	Définition
3 grands secteurs	Nos secteurs regroupés Professionnels du droit, Grandes sociétés, et Fiscalité et comptabilité
consortium de Blackstone	The Blackstone Group et ses filiales ainsi que les fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone
pb	Points de base – un point de base correspond à 1/100 ^e de 1 %; 100 pb équivalent à 1 %
programme de transformation	Initiative sur deux ans, achevée en décembre 2022, qui visait à transformer notre société de portefeuille en une société d'exploitation, et à la faire passer de fournisseur de contenu à société technologique axée sur le contenu
devises constantes	Mesure non conforme aux IFRS établie en appliquant les mêmes taux de change aux résultats financiers de la période considérée et de la période correspondante de l'exercice précédent
RPA	Résultat par action
LSEG	London Stock Exchange Group plc
s. o.	Sans objet
n. s.	Non significatif
croissance interne	Mesure non conforme aux IFRS reflétant les variations des produits des activités ordinaires issus de nos activités actuelles, en devises constantes. Elle exclut la distorsion liée aux acquisitions et aux cessions d'entreprises attribuable au fait que nous n'étions pas les propriétaires de l'entreprise au cours des deux périodes comparatives.
Refinitiv	Notre ancien secteur Activités financières et risque, qui est maintenant l'entreprise de services de données et d'analyse de LSEG. Nous détenions une participation de 45 % dans Refinitiv entre le 1 ^{er} octobre 2018 et le 29 janvier 2021.
YPL	York Parent Limited, l'entité détenant les actions de LSEG, détenue conjointement par notre société et le consortium de Blackstone. Un groupe composé de membres actuels de LSEG et d'anciens membres de la haute direction de Refinitiv détient également une participation dans YPL. Toute référence à YPL comprend aussi ses filiales. Jusqu'au 29 janvier 2021, date de la vente de Refinitiv à LSEG, YPL était connue sous la dénomination Refinitiv Holdings Limited.
\$ et \$ US	Dollars américains
£	Livre sterling

Résumé

La société

Thomson Reuters (NYSE / TSX : TRI) oriente la voie de l'avenir en réunissant le contenu et la technologie de confiance dont les gens et les organisations ont besoin pour prendre les bonnes décisions. Nous servons des professionnels dans les domaines du droit, de la fiscalité, de la comptabilité, de la conformité, du gouvernement et des médias. Nos produits regroupent des logiciels et des connaissances hautement spécialisés pour fournir aux professionnels les données, les renseignements et les solutions leur permettant de prendre des décisions éclairées et pour aider les institutions dans leur quête de justice, de vérité et de transparence. Reuters, qui fait partie de Thomson Reuters, est un chef de file mondial du journalisme et de l'information de confiance. Pour de plus amples renseignements, consulter tr.com.

Nous réalisons la plus grande partie de notre chiffre d'affaires en vendant de l'information et des solutions logicielles à nos clients, principalement au moyen d'abonnements. Nos solutions conjuguent nos connaissances approfondies du domaine avec des logiciels et des outils d'automatisation de pointe. Nous croyons que nos solutions de gestion des flux de travaux rendent nos clients plus productifs en simplifiant leur exploitation, ce qui leur permet de se concentrer sur des activités de plus grande valeur. Un grand nombre de nos clients ont intégré nos solutions dans leur flux de travaux, ce qui nous permet d'enregistrer un taux de fidélisation élevé. Nous sommes d'avis que beaucoup de clients font confiance à Thomson Reuters en raison de notre feuille de route de fiabilité, de notre compréhension approfondie de leurs activités et de leurs secteurs d'activité, et du fait que nous leur fournissons des services sur lesquels ils peuvent compter pour naviguer dans un monde numérique de plus en plus complexe et en constante évolution. Au fil des ans, notre modèle d'entreprise nous a permis d'utiliser judicieusement notre capital, de générer de la trésorerie, de conserver notre position de leader et de tirer parti de nos possibilités de croissance sur nos segments de marché de prédilection.

Nous comptons cinq secteurs à présenter qui rendent compte de la façon dont les entreprises sont gérées.



Professionnels du droit

Ce secteur propose des services de recherche et des produits de gestion des flux de travaux aux cabinets d'avocats et aux autorités gouvernementales. Son offre est axée sur des services de recherche juridique conviviaux propulsés par des technologies de pointe et des solutions intégrées de gestion des processus juridiques alliant contenu, outils et analyses.



Grandes sociétés

Ce secteur propose aux entreprises clientes, tant des petites entreprises que des organisations multinationales, dont les sept plus grands cabinets d'experts-comptables du monde, la gamme complète des solutions technologiques de contenu que nous offrons à l'intention de leurs professionnels du droit, de la fiscalité, de la réglementation, de la conformité et des TI à l'interne.



Fiscalité et comptabilité

Ce secteur propose aux professionnels en fiscalité, en comptabilité et en audit des cabinets d'experts-comptables (autres que les sept plus grands cabinets du monde, qui sont servis par notre secteur Grandes sociétés) des outils de recherche et des produits de gestion des flux de travaux axés sur des solutions fiscales conviviales et des solutions de gestion automatisée des processus fiscaux.



Reuters News

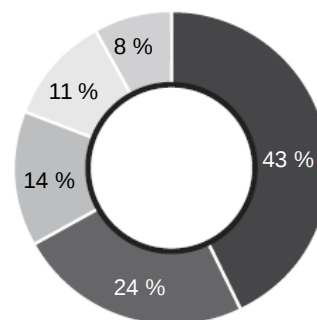
Ce secteur fournit des services de nouvelles économiques, financières et internationales aux groupes de médias, aux professionnels et aux consommateurs du monde entier par l'intermédiaire de l'agence de presse Reuters, de Reuters.com, de Reuters Events, des produits de Thomson Reuters et aux professionnels des marchés financiers exclusivement par le truchement des produits de LSEG.



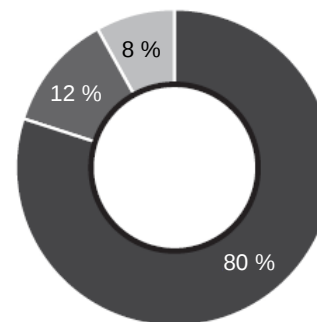
Publications mondiales

Ce secteur fournit des renseignements juridiques et fiscaux, essentiellement sous forme imprimée, à ses clients du monde entier.

Produits des activités ordinaires
du deuxième trimestre de 2023



- Professionnels du droit (43 %)
- Grandes sociétés (24 %)
- Fiscalité et comptabilité (14 %)
- Reuters News (11 %)
- Publications mondiales (8 %)



- Récurrents (80 %)
- Transactions (12 %)
- Publications mondiales (8 %)

Nous désignons nos secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité pris collectivement comme nos « 3 grands secteurs ».

Nos secteurs d'activité sont soutenus par le siège social, qui assure la gestion de nos activités commerciales et technologiques, notamment celles visant nos capacités de vente, l'expérience client numérique et l'élaboration de produits et de contenu, ainsi que nos installations à l'échelle mondiale. Les coûts liés à ces activités sont imputés à nos secteurs d'activité. Nous présentons aussi de l'information sur le poste « Charges liées au siège social », qui comprend les charges liées aux fonctions générales gérées de manière centrale, telles que les finances, le contentieux et les ressources humaines. En 2022, les charges liées au siège social comprenaient également les charges liées au programme de transformation.

Faits saillants financiers

Au cours du deuxième trimestre de 2023, nous avons poursuivi sur notre lancée malgré le contexte macroéconomique toujours incertain. Bien que la perte de produits tirés des entreprises vendues ait fait reculer à 2 % la croissance totale des produits des activités ordinaires par rapport au deuxième trimestre de 2022, nous avons enregistré une croissance dans quatre de nos cinq secteurs d'activité. Nos produits des activités ordinaires ont affiché une croissance interne de 5 %, ce qui a été conforme à nos attentes dans l'ensemble et qui rend compte de la solide croissance des produits récurrents et des produits tirés des transactions de nos 3 grands secteurs. La marge du BAIIA ajusté a augmenté à 40,1 % pour le deuxième trimestre de 2023, alors qu'elle a été de 34,7 % pour le deuxième trimestre de 2022, bénéficiant en partie du calendrier des charges qui, à notre avis, devrait se normaliser au deuxième semestre de l'exercice.

Les performances de Westlaw Precision et de nos activités internationales, ainsi que celles de nos produits Confirmation, HighQ et Practical Law se sont maintenues à un niveau élevé. Nous sommes satisfaits du rendement de SurePrep, notre récente acquisition. Ces points forts ont été quelque peu atténués par le resserrement des budgets discrétionnaires des clients dans quelques-uns de nos secteurs d'activité, y compris à notre Siège social, où les cycles de vente continuent de s'allonger, ainsi que dans l'entreprise Events et dans nos activités liées à la publicité numérique de notre secteur Reuters News, où la croissance a ralenti. Compte tenu de l'élan continu de nos activités, nous maintenons nos perspectives pour l'ensemble de l'exercice en ce qui a trait à la croissance interne des produits des activités ordinaires, à la marge du BAIIA ajusté et aux flux de trésorerie disponibles. Se reporter à la rubrique « Perspectives » du présent rapport de gestion pour une analyse complète de nos perspectives pour 2023.

Notre confiance à l'égard des possibilités que l'intelligence artificielle générative nous offre continue de s'accroître. En mai 2023, nous avons annoncé notre collaboration avec Microsoft pour livrer des solutions d'intelligence artificielle aux professionnels du droit et, en juin 2023, nous avons signé une entente définitive pour acquérir, contre 650 M\$, Casetext, qui utilise l'intelligence artificielle et l'apprentissage machine pour permettre aux professionnels du droit de travailler plus efficacement. Nous prévoyons conclure l'acquisition de Casetext d'ici la fin de 2023, sous réserve de l'obtention de certaines approbations réglementaires et des conditions de clôture habituelles.

Notre capacité d'accès à des capitaux et notre liquidité demeurent un atout important. Au cours du premier semestre de 2023, nous avons vendu environ 40,1 millions d'actions de LSEG pour un produit brut de 3,9 G\$. Au deuxième trimestre, nous avons vendu une participation majoritaire dans l'entreprise Elite pour un produit de 418 M\$. Nous avons redistribué environ 2,0 G\$ de capital aux actionnaires et réduit de 15,8 millions le nombre de nos actions ordinaires en circulation dans le cadre de l'opération de remboursement de capital que nous avons conclue en juin 2023. Au cours du premier trimestre de 2023, nous avons mené à terme notre programme de rachat d'actions de 2 G\$ avec le rachat d'un montant de 718 M\$ de nos actions. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion pour obtenir plus d'informations à ce sujet.

Résultats d'exploitation

Nos produits des activités ordinaires et notre bénéfice d'exploitation consolidés sont habituellement peu touchés par le caractère saisonnier des activités puisque nous comptabilisons une part importante de nos produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats et que nous engageons habituellement nos coûts uniformément tout au long de l'exercice. Néanmoins, nos produits des activités ordinaires d'un trimestre à l'autre peuvent être touchés par le lancement de certains produits fiscaux, qui sont habituellement plus concentrés au quatrième trimestre et, dans une moindre mesure, au premier trimestre de l'exercice. Le calendrier des coûts liés au programme de transformation a influé sur le caractère saisonnier de nos charges et de notre bénéfice d'exploitation en 2022.

La rubrique ci-après fait état de mesures non conformes aux IFRS dans les cas indiqués. Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Résultats consolidés

	Trimestres clos les 30 juin				Semestres clos les 30 juin			
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les marges)	2023	2022	Variation		2023	2022	Variation	
			Total	Devises constantes			Total	Devises constantes
Mesures financières conformes aux IFRS								
Produits des activités ordinaires	1 647	1 614	2 %		3 385	3 288	3 %	
Bénéfice d'exploitation	825	391	111 %		1 333	805	66 %	
Résultat dilué par action	1,90 \$	(0,24) \$	n. s.		3,49 \$	1,83 \$	91 %	
Mesures financières non conformes aux IFRS								
Produits des activités ordinaires	1 647	1 614	2 %		3 385	3 288	3 %	
Croissance interne des produits des activités ordinaires								
BAlIA ajusté	662	561	18 %		1 339	1 161	15 %	
Marge du BAlIA ajusté	40,1 %	34,7 %	540 pb		39,4 %	35,3 %	410 pb	
BAlIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer	537	420	28 %		1 093	898	22 %	
Marge du BAlIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer	32,6 %	26,0 %	660 pb		32,2 %	27,3 %	490 pb	
Résultat ajusté par action	0,84 \$	0,60 \$	40 %		1,67 \$	1,26 \$	33 %	
3 grands secteurs								
Produits des activités ordinaires	1 326	1 290	3 %		2 757	2 652	4 %	
Croissance interne des produits des activités ordinaires								
BAlIA ajusté	597	524	14 %		1 218	1 108	10 %	
Marge du BAlIA ajusté	44,9 %	40,7 %	420 pb		44,0 %	41,8 %	220 pb	

Produits des activités ordinaires

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin					Semestres clos les 30 juin				
	2023	2022	Variation			2023	2022	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	1 323	1 291	2 %	3 %	6 %	2 646	2 591	2 %	3 %	6 %
Produits tirés des transactions	191	181	5 %	5 %	6 %	468	413	13 %	14 %	9 %
Produits du secteur Publications mondiales	133	142	(6) %	(5) %	(4) %	271	284	(5) %	(3) %	(2) %
Produits des activités ordinaires	1 647	1 614	2 %	2 %	5 %	3 385	3 288	3 %	4 %	6 %

Les produits des activités ordinaires se sont accrus de 2 % au total et en devises constantes pour le deuxième trimestre, la croissance affichée par quatre de nos cinq secteurs d'activité et l'acquisition de SurePrep en janvier 2023 ayant été en partie contrebalancées par la perte de produits provenant des entreprises que nous avons vendues. Les mouvements du change n'ont eu aucune incidence sur la croissance des produits des activités ordinaires consolidés au cours du trimestre. Le total des produits des activités ordinaires a affiché une croissance interne de 5 %, en raison de la hausse de 6 % des produits récurrents (80 % du total des produits des activités ordinaires) et de l'augmentation de 6 % des produits tirés des transactions. Les produits du secteur Publications mondiales ont affiché un recul de 4 % en ce qui a trait à la croissance interne.

Pour le semestre, les produits des activités ordinaires se sont accrus de 3 % au total et de 4 % en devises constantes. Les mouvements du change ont eu une incidence négative de 1 % sur la croissance des produits des activités ordinaires consolidés. Les cessions ont eu un effet défavorable sur le taux de croissance total des produits récurrents et des produits tirés des transactions. Cependant, les produits tirés des transactions ont profité de l'acquisition de SurePrep. Le total des produits des activités ordinaires a affiché une croissance interne de 6 %, en raison de la hausse de 6 % des produits récurrents (78 % du total des produits des activités ordinaires) et de l'augmentation de 9 % des produits tirés des transactions. Les produits du secteur Publications mondiales ont affiché un recul de 2 % en ce qui a trait à la croissance interne.

Pour le deuxième trimestre, les produits des activités ordinaires de nos 3 grands secteurs se sont accrus de 3 % au total et en devises constantes. La croissance interne des produits des activités ordinaires s'est établie à 7 %, nos 3 grands secteurs affichant une croissance d'au moins 6 % pour un neuvième trimestre consécutif, ce qui s'explique par la hausse de 7 % des produits récurrents et des produits tirés des transactions. Pour le semestre, les produits des activités ordinaires de nos 3 grands secteurs se sont accrus de 4 % au total et de 5 % en devises constantes. Les mouvements du change ont eu une incidence négative de 1 % sur la croissance des produits des activités ordinaires. Les produits des activités ordinaires ont affiché une croissance interne de 7 %, en raison de la hausse de 6 % des produits récurrents et de l'augmentation de 10 % des produits tirés des transactions. Pour chaque période, nos 3 grands secteurs ont représenté environ 81 % du total de nos produits des activités ordinaires.

Pour le semestre, l'incidence négative des mouvements du change sur la croissance des produits des activités ordinaires découle du raffermissement du dollar américain par rapport à la plupart des grandes devises, notamment la livre sterling, le dollar canadien et le peso argentin, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

Bénéfice d'exploitation, BAIIA ajusté et BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer

Au cours du deuxième trimestre et du semestre, le bénéfice d'exploitation a augmenté respectivement de 111 % et de 66 %, du fait surtout du profit réalisé à la vente de notre participation majoritaire dans l'entreprise Elite. L'accroissement des produits des activités ordinaires et la baisse des coûts ont également contribué à la croissance du bénéfice d'exploitation. Le bénéfice d'exploitation du semestre tient compte également du profit à la vente d'une filiale à une société affiliée à Woodbridge, le principal actionnaire de la société (se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées » du présent rapport de gestion pour un complément d'information).

Pour le deuxième trimestre, le BAIIA ajusté, qui ne tient pas compte du profit à la vente de l'entreprise Elite et d'autres ajustements, s'est accru de 18 % et la marge connexe a augmenté pour passer de 34,7 % à la période correspondante de l'exercice précédent à 40,1 %. Ces augmentations découlent de la hausse des produits des activités ordinaires et de la baisse des coûts. Cette dernière résulte des investissements effectués dans le cadre du programme de transformation au cours de la période correspondante de l'exercice précédent, qui ont eu un effet favorable de 190 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté, et du calendrier des charges qui, à notre avis, devrait se normaliser pour le deuxième semestre de l'exercice. Les mouvements du change ont eu une incidence de 10 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté.

Pour le semestre, le BAIIA ajusté, qui ne tient également pas compte du profit à la vente de la filiale susmentionnée, s'est accru de 15 % et la marge connexe a augmenté pour passer de 35,3 % à la période correspondante de l'exercice précédent à 39,4 %. Ces augmentations découlent de la hausse des produits des activités ordinaires et de la baisse des coûts. Tout comme pour le trimestre, cette dernière résulte des investissements effectués dans le cadre du programme de transformation au cours de la période correspondante de l'exercice précédent, qui ont eu un effet favorable de 190 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté, et du calendrier des charges qui, à notre avis, devrait se normaliser pour le deuxième semestre de l'exercice. Les mouvements du change ont eu une incidence de 30 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté.

Pour les deux périodes, le BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer et la marge connexe ont progressé du fait de la hausse du BAIIA ajusté et de la baisse des dépenses d'investissement à payer.

Charges d'exploitation

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin				Semestres clos les 30 juin			
	2023	2022	Variation		2023	2022	Variation	
			Total	Devises constantes			Total	Devises constantes
Charges d'exploitation	990	1 041	(5) %	(6) %	2 064	2 122	(3) %	(2) %
Déduire : ajustements de juste valeur¹⁾	(1)	12			(5)	5		
Charges d'exploitation, compte non tenu des ajustements de juste valeur	989	1 053	(6) %	(6) %	2 059	2 127	(3) %	(2) %

1) Les ajustements de juste valeur représentent essentiellement les profits et pertes sur les soldes intragroupe survenant dans le cours normal des activités attribuables aux variations des cours de change.

Pour les deux périodes, les charges d'exploitation, compte non tenu des ajustements de juste valeur, ont diminué au total et en devises constantes. Cette diminution s'explique par les économies de coûts ayant découlé de l'achèvement de notre programme de transformation en 2022 et par la baisse des charges liée aux entreprises vendues, qui a plus que compensé l'augmentation des coûts liés aux acquisitions et l'augmentation des charges liées aux produits, à la commercialisation et aux ventes. Le deuxième trimestre de 2023 a également bénéficié du calendrier favorable des charges.

Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2023	2022	Variation	2023	2022	Variation
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	29	38	(21) %	59	76	(22) %
Dotation aux amortissements des logiciels	127	121	4 %	245	235	4 %
Total partiel	156	159	(2) %	304	311	(2) %
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	23	25	(5) %	48	51	(5) %

- Pour les deux périodes, la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles a diminué en raison de l'achèvement de l'amortissement de certains actifs acquis au cours d'exercices antérieurs. La dotation aux amortissements des logiciels a augmenté au cours des deux périodes en raison des charges plus élevées associées aux actifs nouvellement acquis, y compris ceux des entreprises récemment acquises, qui ont plus que contrebalancé la diminution de la dotation aux amortissements associée aux entreprises détenues en vue de la vente.
- La dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables a diminué au cours des deux périodes puisque l'achèvement de l'amortissement d'actifs acquis au cours d'exercices antérieurs a plus que contrebalancé les charges associées aux récentes acquisitions.

Autres profits d'exploitation, montant net

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2023	2022	2023	2022
Autres profits d'exploitation, montant net	347	2	364	1

Pour les deux périodes de 2023, le montant net des autres profits d'exploitation comprend un profit de 347 M\$ à la vente de notre participation majoritaire dans l'entreprise Elite. Les résultats du semestre clos le 30 juin 2023 comprennent également un profit de 23 M\$ à la vente d'une filiale canadienne en propriété exclusive à une société affiliée à Woodbridge, le principal actionnaire de la société (se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées » du présent rapport de gestion pour un complément d'information). Le montant net des autres profits d'exploitation a été négligeable pour les deux périodes de 2022.

Charge d'intérêts, montant net

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2023	2022	Variation	2023	2022	Variation
Charge d'intérêts, montant net	34	49	(30) %	89	97	(8) %

Pour les deux périodes, le montant net de la charge d'intérêts a diminué en raison du produit d'intérêts lié aux produits tirés de la vente de nos actions de LSEG, qui a plus que contrebalancé la hausse de la charge d'intérêts liée aux emprunts sous forme de papier commercial et au montant net des obligations au titre des régimes de retraite. Puisque la presque totalité de nos titres de créance à long terme porte intérêt à taux fixe (après déduction des swaps), le montant net de la charge d'intérêts sur nos emprunts à terme est essentiellement inchangé comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Autres charges (produits) financiers

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2023	2022	2023	2022
Autres charges (produits) financiers	102	(320)	192	(414)

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2023, les autres charges financières comprennent des pertes de 66 M\$ et de 135 M\$, respectivement, attribuables aux contrats de change visant les instruments conçus pour réduire le risque de change sur une partie de notre participation indirecte dans LSEG, qui est libellée en livres sterling, ainsi que le montant net des pertes de change sur les ententes de financement intragroupe. Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2022, les autres produits financiers comprenaient des profits de 242 M\$ et de 320 M\$, respectivement, attribuables aux contrats de change et des profits de change nets sur les ententes de financement intragroupe.

Quote-part du bénéfice (de la perte) après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2023	2022	2023	2022
YPL	421	(822)	995	(23)
Autres participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(2)	(3)	(6)	(4)
Quote-part du bénéfice (de la perte) après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	419	(825)	989	(27)

Notre participation dans LSEG est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence puisque les actions de LSEG sont détenues par l'intermédiaire de YPL, sur laquelle nous exerçons une influence notable. La participation dans les actions de LSEG détenue par YPL est comptabilisée à la juste valeur, en fonction du cours de l'action de LSEG. Le placement dans LSEG étant libellé en livres sterling, la société a conclu une série de contrats de change pour atténuer le risque de change à l'égard de son placement. Se reporter à la rubrique « Participation dans LSEG » du présent rapport de gestion pour un complément d'information sur la vente d'actions de LSEG au premier semestre de 2023.

Pour le deuxième trimestre de 2023, notre quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence reflète essentiellement la hausse de la valeur de notre participation dans LSEG, dont une tranche de 220 M\$ se rapporte à l'accroissement du cours de l'action et une tranche de 113 M\$, à des profits de change. Pour le semestre clos le 30 juin 2023, notre quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence reflète essentiellement la hausse de la valeur de notre participation dans LSEG, dont une tranche de 692 M\$ se rapporte à l'accroissement du cours de l'action et une tranche de 278 M\$, à des profits de change. Une perte de 77 M\$ sur un contrat à terme lié à l'entente de vente d'actions de LSEG à Microsoft à un prix fixe a également été comptabilisée. Des dividendes de 45 M\$ tirés de notre participation dans LSEG ont été comptabilisés pour les deux périodes.

Pour le deuxième trimestre de 2022, notre quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence reflétait la baisse de la valeur de notre participation dans LSEG, dont une tranche de 319 M\$ se rapporte au recul du cours de l'action de LSEG et une tranche de 565 M\$, à des pertes de change. Pour le semestre clos le 30 juin 2022, notre quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence reflétait la baisse de la valeur de notre participation dans LSEG, dont une tranche de 689 M\$ se rapporte à l'accroissement du cours de l'action de LSEG, qui a été plus que contrebalancée par des pertes de change de 774 M\$. Des dividendes de 62 M\$ tirés de notre participation dans LSEG ont aussi été comptabilisés pour les deux périodes.

Charge (produit) d'impôt

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2023	2022	2023	2022
Charge (produit) d'impôt	219	(92)	415	148

Pour le deuxième trimestre de 2023, la charge (le produit) d'impôt comprend un montant de 97 M\$ [(209) M\$ en 2022] lié à la quote-part nous revenant du bénéfice (de la perte) des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Pour le semestre clos le 30 juin 2023, la charge (le produit) d'impôt comprend un montant de 233 M\$ [(17) M\$ en 2022] lié à la quote-part nous revenant du bénéfice (de la perte) des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Pour les deux périodes de 2023, des charges de 78 M\$ au titre de la vente d'une participation majoritaire dans l'entreprise Elite ainsi que des produits de 24 M\$ se rapportant à la reprise de provisions pour positions fiscales incertaines au règlement d'un contrôle fiscal ont été comptabilisés. En outre, la charge (le produit) d'impôt de chaque période tient compte des taux s'appliquant dans les divers territoires où les bénéfices et les pertes avant impôt sont comptabilisés. Puisque la répartition géographique du bénéfice ou de la perte avant impôt des périodes intermédiaires peut différer de celle pour l'exercice complet, la charge ou le produit d'impôt de ces périodes n'est pas nécessairement représentatif de la charge (du produit) d'impôt pour l'exercice complet.

Divers ajustements comptables et diverses transactions survenus à chacune des périodes ont influé sur la comparabilité de la charge (du produit) d'impôt. Le tableau qui suit présente certaines composantes de notre charge (produit) d'impôt qui ont une incidence sur la comparabilité d'une période à l'autre, y compris la charge (le produit) d'impôt au titre d'éléments qui sont éliminés du résultat ajusté.

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains)	2023	2022	2023	2022
Charge (produit) d'impôt				
Éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité :				
Lois fiscales et taux d'impôt des sociétés ¹⁾	1	-	1	(10)
Ajustements de l'impôt différé ²⁾	(3)	(1)	(3)	(35)
Total partiel	(2)	(1)	(2)	(45)
Impôt au titre de ce qui suit :				
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	(6)	(7)	(12)	(11)
Autres profits d'exploitation, montant net	78	-	77	-
Autres (charges) produits financiers	(15)	59	(31)	78
Quote-part du bénéfice (de la perte) après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	97	(209)	233	(17)
Autres éléments	(1)	2	(2)	1
Total partiel	153	(155)	265	51
Total	151	(156)	263	6

1) Se compose essentiellement des ajustements des soldes d'impôt différé par suite de modifications des taux d'impôt étatiques effectifs.

2) Se rapporte essentiellement à la comptabilisation d'un actif d'impôt différé au titre d'une augmentation de l'assiette fiscale attribuable à une filiale non américaine. Les résultats du premier semestre de 2022 comprennent aussi les ajustements requis pour une entreprise qui a été classée comme étant détenue en vue de la vente au cours de la période.

Les éléments susmentionnés ayant une incidence sur la comparabilité de notre charge ou produit d'impôt de chaque période, nous les éliminons de notre calcul du résultat ajusté, tout comme les éléments avant impôt auxquels ils sont liés. Le calcul de notre charge d'impôt ajustée est présenté ci-après.

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains)	2023	2022	2023	2022
Charge (produit) d'impôt	219	(92)	415	148
Déduire : éléments susmentionnés ayant une incidence sur la comparabilité	(151)	156	(263)	(6)
Autres ajustements :				
Normalisation du taux d'impôt effectif de la période intermédiaire ¹⁾	5	(2)	3	(3)
Total de la charge d'impôt sur le résultat ajusté	73	62	155	139

1) Ajustement visant à refléter l'impôt aux taux d'impôt effectifs estimés pour l'ensemble de l'exercice. Le résultat conforme aux IFRS pour les périodes intermédiaires reflète généralement l'impôt établi aux taux d'impôt effectifs estimés de chacun des territoires où nous exerçons nos activités. L'ajustement non conforme aux IFRS permet de mieux répartir l'impôt estimé pour l'ensemble de l'exercice entre les périodes intermédiaires, mais il n'a pas d'effet sur le montant d'impôt de l'exercice.

Nous nous attendons à ce que, d'ici la fin de 2023, de nouvelles lois fiscales soient adoptées au Canada, lesquelles réduiront notre capacité à déduire la charge d'intérêts de notre résultat au Canada. Nous comptons donc accroître notre bénéfice imposable au Canada, afin d'y appliquer des pertes fiscales reportées en avant. Une fois la nouvelle législation adoptée, nous prévoyons comptabiliser dans notre état consolidé du résultat des pertes fiscales reportées en avant non comptabilisées ainsi que les actifs d'impôt différé correspondants, dont le montant pourrait être important.

Résultats des activités abandonnées

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains)	2023	2022	2023	2022
Bénéfice (perte) lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	5	(44)	24	(55)

Pour toutes les périodes, le bénéfice ou la perte lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt, se composait essentiellement de bénéfices ou de pertes découlant du solde de créances clients de LSEG relativement à une indemnisation fiscale. Les bénéfices ou les pertes étaient attribuables aux fluctuations des taux de change et d'intérêt.

Bénéfice (perte) net et résultat dilué par action

	Trimestres clos les 30 juin				Semestres clos les 30 juin			
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	2023	2022	Variation		2023	2022	Variation	
			Total	Devises constantes			Total	Devises constantes
Mesures financières conformes aux IFRS								
Bénéfice (perte) net	894	(115)	n. s.		1 650	892	85 %	
Résultat dilué par action	1,90 \$	(0,24) \$	n. s.		3,49 \$	1,83 \$	91 %	
Mesures financières non conformes aux IFRS ¹⁾								
Résultat ajusté	397	291	37 %		788	613	29 %	
Résultat ajusté par action	0,84 \$	0,60 \$	40 %	40 %	1,67 \$	1,26 \$	33 %	33 %

1) Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Le bénéfice net et le résultat dilué par action ont augmenté au cours des deux périodes, principalement en raison de la hausse du bénéfice d'exploitation et de l'augmentation de la valeur de notre participation dans LSEG, facteurs en partie contrebalancés par les autres charges financières en 2023. Les résultats du deuxième trimestre de 2022 reflétaient une importante diminution de la valeur de notre participation dans LSEG.

Le bénéfice ajusté et le résultat ajusté par action, dont sont exclus les variations de la valeur de notre participation dans LSEG, les autres charges (produits) financiers, le profit sur la vente de l'entreprise Elite et d'autres ajustements, ont augmenté pour les deux périodes en raison principalement de la hausse du BAIIA ajusté.

Résultats sectoriels

Le texte qui suit est une analyse de nos cinq secteurs à présenter et des charges liées au siège social pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2023. Nous évaluons les produits des activités ordinaires de chaque secteur et des entreprises au sein de chaque secteur en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. Se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion pour obtenir des renseignements supplémentaires.

Professionnels du droit

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin					Semestres clos les 30 juin				
	2023	2022	Variation			2023	2022	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	667	656	2 %	2 %	5 %	1 339	1 309	2 %	3 %	6 %
Produits tirés des transactions	38	44	(13) %	(12) %	12 %	80	89	(9) %	(9) %	5 %
Produits des activités ordinaires	705	700	1 %	1 %	6 %	1 419	1 398	2 %	2 %	6 %
BAIIA ajusté sectoriel	345	304	14 %	14 %		663	609	9 %	9 %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	48,9 %	43,4 %	550 pb	540 pb		46,7 %	43,6 %	310 pb	280 pb	

Les produits des activités ordinaires ont augmenté au total et en devises constantes pour les deux périodes, mais ont subi le contrecoup de la perte de produits des entreprises vendues. Les augmentations sont attribuables à la croissance des produits récurrents (95 % du secteur Professionnels du droit pour le deuxième trimestre), qui a plus que contrebalancé la diminution des produits tirés des transactions (5 % du secteur Professionnels du droit pour le deuxième trimestre) attribuable aux cessions.

Les produits des activités ordinaires ont aussi affiché une croissance interne pour les deux périodes en raison de l'accroissement des produits récurrents alimenté par Westlaw, Practical Law et HighQ ainsi que des activités internationales du secteur. Les produits tirés des transactions ont enregistré une croissance interne pour les deux périodes, notamment en raison de la croissance de notre secteur des services aux gouvernements et de Findlaw, principalement liée au calendrier dans le cas de cette dernière.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont augmenté pour les deux périodes en raison de la hausse des produits des activités ordinaires et de la baisse des charges. Le deuxième trimestre a bénéficié d'un calendrier des charges favorable. Les mouvements du change ont eu un effet favorable sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel de 10 pb pour le deuxième trimestre et de 30 pb pour le premier semestre.

Grandes sociétés

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin					Semestres clos les 30 juin				
	2023	2022	Variation			2023	2022	Variation		
			Total	Devises cons- tantes	Crois- sance interne			Total	Devises cons- tantes	Crois- sance interne
Produits récurrents	340	322	5 %	5 %	8 %	666	638	4 %	5 %	8 %
Produits tirés des transactions	52	51	3 %	2 %	(1) %	161	146	10 %	10 %	7 %
Produits des activités ordinaires	392	373	5 %	5 %	7 %	827	784	5 %	6 %	8 %
BAIIA ajusté sectoriel	163	139	17 %	17 %		317	296	7 %	7 %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	41,6 %	37,4 %	420 pb	430 pb		38,2 %	37,8 %	40 pb	40 pb	

Les produits des activités ordinaires ont augmenté au total et en devises constantes pour les deux périodes, mais ont subi le contrecoup de la perte de produits des entreprises vendues. Les augmentations sont attribuables à la hausse des produits récurrents (87 % du secteur Grandes sociétés pour le deuxième trimestre) et des produits tirés des transactions (13 % du secteur Grandes sociétés pour le deuxième trimestre), qui ont profité de l'acquisition de SurePrep.

Les produits des activités ordinaires ont affiché une croissance interne pour le deuxième trimestre en raison de l'augmentation des produits récurrents alimentée par Practical Law, CLEAR et les entreprises en Amérique latine du secteur, qui a plus que contrebalancé la légère diminution des produits tirés des transactions. Pour le semestre, la croissance interne des produits des activités ordinaires découle de l'augmentation tant des produits récurrents que des produits tirés des transactions. Les produits tirés des transactions ont bénéficié de la croissance des entreprises Confirmation et Trust.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont augmenté pour le deuxième trimestre en raison de la hausse des produits des activités ordinaires et de la baisse des charges, cette dernière étant principalement liée au calendrier. Les mouvements du change ont eu une incidence défavorable de 10 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel du trimestre. Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont augmenté au cours du semestre en raison de la hausse des produits des activités ordinaires, qui a plus que compensé la hausse des charges. Les mouvements du change n'ont eu aucune incidence sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel de la période.

Fiscalité et comptabilité

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin					Semestres clos les 30 juin				
	2023	2022	Variation			2023	2022	Variation		
			Total	Devises cons- tantes	Crois- sance interne			Total	Devises cons- tantes	Crois- sance interne
Produits récurrents	167	167	-	1 %	9 %	343	349	(2) %	(1) %	7 %
Produits tirés des transactions	62	50	24 %	27 %	12 %	168	121	39 %	41 %	17 %
Produits des activités ordinaires	229	217	5 %	7 %	10 %	511	470	9 %	10 %	10 %
BAIIA ajusté sectoriel	89	81	10 %	11 %		238	203	17 %	18 %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	38,5 %	37,4 %	110 pb	110 pb		45,7 %	43,2 %	250 pb	220 pb	

Les produits des activités ordinaires ont augmenté au total et en devises constantes pour les deux périodes sous l'effet de la croissance des produits tirés des transactions (27 % du secteur Fiscalité et comptabilité pour le deuxième trimestre), ce qui rend compte de l'acquisition de SurePrep. Les produits récurrents (73 % du secteur Fiscalité et comptabilité pour le deuxième trimestre) ont subi l'incidence défavorable de la perte de produits provenant des entreprises que nous avons vendues. Les résultats du semestre reflètent également des crédits accordés aux clients plus élevés, ce qui ne devrait pas se reproduire.

Les produits des activités ordinaires ont affiché une croissance interne pour les deux périodes en raison de la hausse des produits récurrents et des produits tirés des transactions. Les entreprises en Amérique latine du secteur ont contribué à l'augmentation des produits récurrents, alors que les entreprises Confirmation et SurePrep sont à l'origine de l'accroissement des produits tirés des transactions.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont progressé au cours des deux périodes en raison de la hausse des produits des activités ordinaires, qui a plus que compensé l'augmentation des charges, qui reflète les coûts liés à l'acquisition de SurePrep et les charges liées à l'augmentation des produits des activités ordinaires. Pour le deuxième trimestre, les mouvements du change n'ont eu aucune incidence sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel, alors qu'ils ont eu un effet favorable de 30 pb pour le semestre.

Les activités du secteur Fiscalité et comptabilité affichent davantage de variations saisonnières que nos autres activités, un pourcentage plus élevé de ses produits des activités ordinaires étant habituellement enregistré au quatrième trimestre et, dans une moindre mesure, au premier trimestre, en raison du lancement de certains produits fiscaux. En conséquence, la marge de rendement de ce secteur est généralement plus élevée aux premier et quatrième trimestres puisque nous engageons habituellement les coûts plus uniformément tout au long de l'exercice.

Reuters News

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin					Semestres clos les 30 juin				
	2023	2022	Variation			2023	2022	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	155	152	2 %	2 %	2 %	310	307	1 %	2 %	2 %
Produits tirés des transactions	39	36	5 %	-	-	59	57	3 %	(1) %	(1) %
Produits des activités ordinaires	194	188	3 %	2 %	1 %	369	364	1 %	1 %	1 %
BAIIA ajusté sectoriel	45	44	2 %	(7) %		74	81	(9) %	(17) %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	23,1 %	23,3 %	(20) pb	(210) pb		20,0 %	22,2 %	(220) pb	(430) pb	

Les produits des activités ordinaires ont augmenté au total, en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne pour les deux périodes. Le ralentissement de la croissance des produits des activités ordinaires est attribuable à la hausse des prix contractuels moins élevée en 2023 qu'en 2022 pour l'entente aux termes de laquelle le secteur fournira des nouvelles et du contenu éditorial à l'entreprise de services de données et d'analyse de LSEG, au ralentissement de la croissance de l'entreprise Events et à la diminution des produits tirés de la publicité numérique.

Reuters News et l'entreprise de services de données et d'analyse de LSEG ont conclu une entente aux termes de laquelle Reuters News fournit des nouvelles et du contenu éditorial à LSEG jusqu'au 1^{er} octobre 2048. Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2023, Reuters News a constaté des produits des activités ordinaires de 92 M\$ (90 M\$ en 2022) et de 184 M\$ (180 M\$ en 2022), respectivement, aux termes de cette entente.

L'augmentation du BAIIA ajusté sectoriel pour le deuxième trimestre est attribuable aux mouvements du change. Pour le semestre, le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont diminué, en raison de nos investissements dans l'entreprise. Les mouvements de change ont eu un effet favorable sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté de 190 pb pour le deuxième trimestre et de 210 pb pour le premier semestre.

Publications mondiales

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin					Semestres clos les 30 juin				
	2023	2022	Variation			2023	2022	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits des activités ordinaires	133	142	(6) %	(5) %	(4) %	271	284	(5) %	(3) %	(2) %
BAIIA ajusté sectoriel	53	50	5 %	5 %		103	103	-	1 %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	39,7 %	35,4 %	430 pb	390 pb		38,1 %	36,2 %	190 pb	170 pb	

Les produits des activités ordinaires ont diminué au total et en devises constantes pour les deux périodes en raison de la perte de produits provenant des entreprises vendues. La diminution de la croissance interne des produits des activités ordinaires pour les deux périodes est conforme à nos attentes.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont augmenté pour le deuxième trimestre en raison de la baisse des charges, qui reflète le calendrier favorable de l'approvisionnement en matériel et des coûts de main-d'œuvre ayant plus que contrebalancé la baisse des produits des activités ordinaires. Pour le semestre, le BAIIA ajusté sectoriel est demeuré inchangé et la marge connexe a augmenté en raison des mêmes facteurs que pour le trimestre. Les mouvements du change ont eu une incidence favorable sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel de 40 pb pour le deuxième trimestre et de 20 pb pour le premier semestre.

Charges liées au siège social

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2023	2022	2023	2022
Charges liées au siège social	33	57	56	131

Les charges liées au siège social ont diminué en raison surtout des coûts de 30 M\$ et de 64 M\$ engagés dans le cadre du programme de transformation au cours des périodes correspondantes de l'exercice précédent, soit le deuxième trimestre et le premier semestre de 2022. Les résultats du premier semestre de 2023 comprennent également des crédits autres que des crédits d'impôt de 7 M\$.

Participation dans LSEG

Nous détenons indirectement des actions de LSEG par le truchement de YPL, une entité que nous détenons conjointement avec le consortium de Blackstone ainsi que certains membres actuels de LSEG et anciens membres de la haute direction de Refinitiv.

Au cours du deuxième trimestre et du premier semestre de 2023, nous avons reçu des montants de 1,6 G\$ et de 3,9 G\$, respectivement, au titre des transactions décrites ci-dessous. De ces montants, des tranches de 1,6 G\$ et de 3,8 G\$ ont été reçues au cours du deuxième trimestre et du premier semestre de 2023, respectivement, sous forme de dividendes de YPL.

- Le 31 janvier 2023, le consortium de Blackstone et la société ont collectivement vendu 21,2 millions d'actions de LSEG conjointement détenues par le truchement de YPL à Microsoft, au prix fixe de 94,50 \$ US l'action. Nous avons tiré un produit brut d'environ 1,0 G\$ de la vente de 10,5 millions d'actions indirectement détenues par la société. Parallèlement à la vente d'actions à Microsoft, LSEG a modifié les modalités des dispositions contractuelles de blocage convenues antérieurement entre LSEG et le consortium de Blackstone et les entités de Thomson Reuters qui détiennent les actions de LSEG. Compte tenu des ententes conclues par notre société avec LSEG et le consortium de Blackstone, Thomson Reuters pourra vendre environ 31 millions d'actions qu'elle détient indirectement au cours de la période de douze mois commençant le 30 janvier 2023, 22 millions d'actions au cours de la période de douze mois commençant le 30 janvier 2024 et 8 millions d'actions après la résiliation de la convention de blocage le 29 janvier 2025.
- Le 8 mars 2023, la société et le consortium de Blackstone ont vendu collectivement 28 millions d'actions dont ils sont copropriétaires au prix de 71,50 £ l'action dans le cadre d'un placement auprès d'investisseurs institutionnels et d'une offre aux investisseurs particuliers. Nous avons tiré de la vente de 13,6 millions d'actions que la société détenait indirectement un produit brut d'environ 1,3 G\$, qui comprenait un montant d'environ 96 M\$ au titre du règlement des contrats de change visant à atténuer le risque de change sur cette participation.
- Le 19 mai 2023, la société et le consortium de Blackstone ont vendu collectivement 33 millions d'actions dont ils étaient copropriétaires au prix de 80,50 £ l'action dans le cadre d'un placement auprès d'investisseurs institutionnels et d'investisseurs particuliers. Nous avons tiré de la vente de 15,3 millions d'actions que la société détenait indirectement un produit brut d'environ 1,6 G\$, qui comprend un montant d'environ 28 M\$ au titre du règlement de contrats de change visant à atténuer le risque de change sur cette participation.
- Au cours du deuxième trimestre et du premier semestre de 2023, LSEG a racheté 0,6 million et 1,5 million d'actions ordinaires, respectivement, auprès de YPL dans le cadre d'un programme de rachat sur le marché libre annoncé par LSEG en août 2022. Nous avons reçu un produit d'environ 27 M\$ et de 62 M\$ lié aux tranches d'environ 0,3 million et 0,7 million d'actions que la société détenait indirectement et qu'elle a vendues dans le cadre du programme de rachat au cours du deuxième trimestre et du premier semestre de 2023, respectivement.

Nous avons payé des impôts de 250 M\$ au premier semestre de 2023 et prévoyons payer un impôt d'environ 170 M\$ ultérieurement cette année sur ces actions vendues et pour le règlement des contrats de change connexes. Pour ce qui est du reste des actions, nous prévoyons payer un impôt sur les gains en capital de 25 % sur le produit supérieur à la valeur fiscale de 1,3 G\$.

Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du rapport de gestion pour de plus amples renseignements sur l'utilisation du produit de la vente d'actions de LSEG.

Compte tenu de la réduction de sa participation en 2023, YPL ne peut nommer que deux administrateurs de LSEG non membres de la direction au conseil, au lieu de trois. Ainsi, Thomson Reuters n'a plus le droit de nommer un représentant au conseil de LSEG.

Le 31 juillet 2023, la valeur de marché de notre participation dans LSEG s'établissait à environ 3,5 G\$, en fonction du cours de clôture de l'action de LSEG à cette date et de 31,8 millions d'actions, ce qui tient compte des autres actions vendues par le truchement de notre participation au programme de rachat d'actions sur le marché libre de LSEG.

Situation de trésorerie et sources de financement

Traditionnellement, nous avons observé une stratégie rigoureuse en matière de capital qui met en équilibre la croissance, l'endettement à long terme, les notations de crédit et la redistribution de trésorerie aux actionnaires. Nous nous assurons de disposer de la capacité d'investissement nécessaire pour accroître nos produits des activités ordinaires tant en interne qu'au moyen d'acquisitions, tout en maintenant notre endettement à long terme et la qualité de notre crédit et en continuant à redistribuer de la trésorerie à nos actionnaires. Nos principales sources de liquidités sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. Par ailleurs, de temps à autre, nous émettons du papier commercial, empruntons aux termes de notre facilité de crédit et émettons des titres de créance. Nous utilisons nos liquidités principalement pour financer les remboursements sur la dette, le service de la dette, le versement de dividendes, les dépenses d'investissement, les rachats d'actions et les acquisitions.

Au premier semestre de 2023, nous avons touché un produit brut de 3,9 G\$, qui comprenait le règlement de contrats de change, tiré de la vente d'environ 40,1 millions d'actions de LSEG. En juin 2023, nous avons redistribué une tranche de 2,0 G\$ de ce produit aux actionnaires au moyen d'une opération de remboursement de capital. Nous prévoyons affecter le reste du produit à la recherche de possibilités de croissance interne et externe dans les secteurs clés ainsi qu'aux besoins généraux de l'entreprise. Nous prévoyons également continuer de vendre des actions de LSEG en tranches, sous réserve des dispositions contractuelles de blocage. Ces produits devraient nous donner de nouvelles possibilités d'investir et de redistribuer de la trésorerie à nos actionnaires (se reporter à la rubrique « Participation dans LSEG » et à la rubrique « Remboursement de capital et regroupement d'actions » du présent rapport de gestion pour un complément d'information).

Notre stratégie en matière de capital a renforcé notre structure du capital et notre situation de trésorerie. Notre approche disciplinée et notre modèle d'entreprise permettant de générer de la trésorerie nous ont permis de résister à la volatilité économique des dernières années causée par des facteurs macroéconomiques et géopolitiques, tout en continuant d'investir dans nos activités. Bien que nous surveillions de près les perturbations mondiales causées par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, nos activités dans la région ne sont pas importantes pour notre entreprise.

Nous prévoyons que le levier d'exploitation de nos activités augmentera nos flux de trésorerie disponibles si nos produits des activités ordinaires augmentent, comme le prévoient nos perspectives. Nous cibons un ratio d'endettement maximal de 2,5 fois la dette nette sur le BAIIA ajusté et nous nous sommes donné comme objectif de distribuer de 50 % à 60 % de nos flux de trésorerie disponibles prévus sous forme de dividendes à nos actionnaires.

Au 30 juin 2023, nos fonds en caisse s'élevaient à 2,9 G\$, y compris une partie du produit de la vente d'actions de LSEG. Par conséquent, notre ratio d'endettement, correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté, s'établissait à 1,2 pour 1 au 30 juin 2023, ce qui est bien inférieur au ratio cible de 2,5 pour 1. Calculé aux termes de la clause restrictive de notre facilité de crédit, ce ratio s'établissait à 1,1 pour 1 au 30 juin 2023, ce qui est aussi bien en deçà du ratio d'endettement maximal de 4,5 pour 1 permis par la facilité de crédit. Notre prochaine échéance de la dette est prévue pour le quatrième trimestre de 2023.

Nous estimons que nos sources de trésorerie existantes seront suffisantes pour nous permettre de financer nos besoins en trésorerie attendus dans le cours normal de nos activités pour les 12 prochains mois.

Certaines informations présentées plus haut dans cette rubrique sont de nature prospective et doivent être lues en parallèle avec la rubrique « Renseignements supplémentaires – Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs ».

Flux de trésorerie

Tableau consolidé sommaire des flux de trésorerie

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2023	2022	Variation (en \$)	2023	2022	Variation (en \$)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	695	433	262	962	708	254
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	1 633	(254)	1 887	3 301	(433)	3 734
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(1 160)	(368)	(792)	(2 475)	(588)	(1 887)
Écarts de conversion	-	(4)	4	1	(4)	5
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	1 168	(193)	1 361	1 789	(317)	2 106
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	1 690	654	1 036	1 069	778	291
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	2 858	461	2 397	2 858	461	2 397
Mesure non conforme aux IFRS¹⁾						
Flux de trésorerie disponibles	596	342	254	729	428	301

1) Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Activités d'exploitation. Les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation ont augmenté au cours des deux périodes essentiellement en raison de l'accroissement de la trésorerie liée à l'augmentation des produits des activités ordinaires et à la diminution des charges, des paiements d'impôt moins élevés et des variations favorables du fonds de roulement.

Activités d'investissement. Les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2023 comprennent un produit de 1 583 M\$ et de 3 876 M\$, respectivement, tiré de la vente d'actions de LSEG (se reporter à la rubrique « Participation dans LSEG » du présent rapport de gestion pour un complément d'information). Les résultats des deux périodes reflètent également un produit de 418 M\$ tiré de la vente d'une participation majoritaire dans l'entreprise Elite (se reporter à la rubrique « Résumé » du présent rapport de gestion pour un complément d'information) et un dividende de 45 M\$ lié à notre participation dans LSEG. Ces entrées de trésorerie ont été contrebalancées en partie par des impôts payés de 252 M\$ et de 270 M\$ sur la vente d'actions de LSEG et de certaines entreprises, des dépenses d'investissement de 127 M\$ et de 267 M\$ et des dépenses d'acquisition de 33 M\$ et de 523 M\$ pour le deuxième trimestre et le premier semestre, respectivement. Les dépenses d'acquisition du premier semestre incluent essentiellement l'acquisition, en janvier 2023, de SurePrep, un fournisseur de logiciels et de services d'automatisation fiscale.

Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2022 ont compris des dépenses d'investissement de 137 M\$ et de 308 M\$, respectivement. Les résultats des deux périodes ont compris également des dépenses d'acquisition de 163 M\$ et de 171 M\$, respectivement, liées essentiellement à l'acquisition, en avril 2022, de ThoughtTrace, une entreprise qui utilise l'intelligence artificielle et l'apprentissage machine pour la lecture, le classement et la gestion des flux de documents. Ces sorties de trésorerie ont été contrebalancées en partie par un dividende de 62 M\$ sur notre participation dans LSEG.

Activités de financement. Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement pour les deux périodes de 2023 rendent compte de redistributions à nos actionnaires de 2 045 M\$ au moyen d'une opération de remboursement de capital et d'un regroupement d'actions. Les résultats du deuxième trimestre reflètent également des paiements de dividendes de 230 M\$ à nos porteurs d'actions ordinaires, tandis que ceux du premier semestre reflètent des dividendes de 454 M\$ et des rachats d'actions de 718 M\$. Ces sorties de trésorerie ont été partiellement contrebalancées par des emprunts d'un montant net de 1 132 M\$ et de 771 M\$ aux termes de notre programme de papier commercial pour le deuxième trimestre et le premier semestre, respectivement. Se reporter aux paragraphes « Programme de papier commercial », « Dividendes », « Rachats d'actions » et « Remboursement de capital et regroupement d'actions » ci-après pour obtenir de plus amples renseignements.

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2022, les sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement ont compris des dividendes versés aux porteurs d'actions ordinaires de 210 M\$ et de 419 M\$, respectivement. Les résultats des deux périodes de 2022 reflétaient également des rachats d'actions de 194 M\$.

Trésorerie et équivalents de trésorerie. Au 30 juin 2023, la trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient supérieurs à ceux du début de l'exercice en raison du produit de la vente d'environ 40,1 millions d'actions de LSEG que nous détenions indirectement qui restait après notre remboursement de capital et notre regroupement d'actions.

Flux de trésorerie disponibles. Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté pour les deux périodes principalement en raison de la hausse des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation et de la baisse des dépenses d'investissement. Les résultats du semestre rendent compte également du produit de la vente d'une filiale à une société affiliée à Woodbridge. Les dépenses d'investissement des périodes correspondantes de l'exercice précédent comprenaient les investissements dans le cadre du programme de transformation.

Des renseignements supplémentaires sur notre dette et nos ententes de crédit, nos dividendes, nos rachats d'actions et notre remboursement de capital et notre regroupement d'actions sont présentés ci-après :

- **Programme de papier commercial.** Notre programme de papier commercial de 2,0 G\$ constitue un moyen efficace et flexible d'obtenir du financement à court terme. Les émissions de papier commercial ont atteint un sommet de 1 840 M\$ au deuxième trimestre de 2023, la totalité de ce papier commercial étant toujours en circulation au 30 juin 2023 et inscrit dans la dette courante à l'état consolidé de la situation financière.
- **Facilité de crédit.** Nous disposons d'une facilité de crédit consortiale d'un montant de 2,0 G\$ qui vient à échéance en novembre 2027 et qui peut être utilisée pour obtenir des liquidités pour les besoins généraux de l'entreprise (notamment aux fins des acquisitions et du financement de notre programme de papier commercial). Il n'y avait aucun emprunt en cours aux termes de la facilité de crédit au 30 juin 2023. Compte tenu de nos notations actuelles, le coût d'emprunt aux termes de la facilité est calculé en fonction des taux suivants : Term Secured Overnight Financing Rate (taux de financement à un jour garanti ou « SOFR »)/Euro Interbank Offered Rate (taux interbancaire offert en euro ou « Euribor »)/Simple Sterling Overnight Index Average (taux moyen au jour le jour de la livre sterling ou « SONIA ») majoré de 102,5 points de base. Nous pouvons également demander une augmentation de l'engagement des prêteurs jusqu'à concurrence d'un montant de 600 M\$, pour un engagement maximal relatif à la facilité de crédit de 2,6 G\$, sous réserve de l'approbation des prêteurs concernés. Si Moody's, S&P ou Fitch abaissaient leurs notations à l'égard de notre dette, les commissions et le coût d'emprunt de notre facilité de crédit augmenteraient, sans aucune conséquence toutefois sur la disponibilité de la facilité. À l'opposé, un relèvement de la notation pourrait réduire les commissions et le coût d'emprunt. Nous surveillons aussi les prêteurs qui sont parties à notre facilité et nous croyons qu'ils demeureront en mesure de nous prêter des fonds.

Nous garantissons les emprunts de nos filiales aux termes de la facilité de crédit. Nous sommes également tenus de maintenir un ratio de la dette nette, au sens donné à ce terme dans la convention de crédit (total de la dette après déduction des swaps, diminué de la trésorerie et des équivalents de trésorerie), établie le dernier jour du trimestre, par rapport au BAIIA, selon la définition donnée dans la convention de crédit (bénéfice avant intérêts, impôt, dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et autres modifications décrites dans la convention de crédit), d'au plus 4,5 pour 1 pour les quatre derniers trimestres écoulés. Si nous réalisons une acquisition dont le prix d'achat dépassait 500 M\$, nous pourrions choisir, sous réserve de la présentation d'un avis, d'augmenter temporairement le ratio de la dette nette sur le BAIIA à 5,0 pour 1 à la fin du trimestre au cours duquel la transaction a été conclue et pour les trois trimestres de l'exercice suivant immédiatement la transaction. À la fin de cette période, le ratio reviendrait à 4,5 pour 1. Au 30 juin 2023, nous respectons cette clause restrictive puisque notre ratio de la dette nette sur le BAIIA, calculé aux termes de notre facilité de crédit consortiale, s'établissait à 1,1 pour 1.

- **Dette à long terme.** Nous n'avons émis ni remboursé aucun titre de créance au cours du semestre clos le 30 juin 2023. Thomson Reuters Corporation et l'une de ses filiales américaines, TR Finance LLC, peuvent collectivement émettre, de temps à autre, des titres de créance non garantis d'une valeur maximale de 3,0 G\$, et ce, jusqu'au 29 juillet 2024 aux termes d'un prospectus préalable de base. Les titres émis par TR Finance LLC seront intégralement et inconditionnellement garantis à titre d'obligations non garanties par Thomson Reuters Corporation et trois filiales américaines garantes, qui sont aussi des filiales en propriété exclusive indirecte consolidées de Thomson Reuters Corporation. À l'exception de TR Finance LLC et des filiales garantes, aucune autre filiale de Thomson Reuters Corporation n'a fourni de garantie ou ne peut être tenue responsable relativement à tout titre de créance que pourrait émettre TR Finance LLC. Ni Thomson Reuters Corporation ni TR Finance LLC n'a émis de titre de créance aux termes du prospectus. Se reporter à l'annexe D du présent rapport de gestion pour consulter l'information financière résumée de consolidation de la société, y compris TR Finance LLC et les filiales garantes.
- **Notations.** Nos possibilités de financement sont entre autres tributaires de la conjoncture des marchés et du maintien de notations à long terme convenables. Les notations qui nous sont attribuées peuvent être affectées par divers facteurs, notamment l'accroissement de notre dette, la baisse de notre résultat, la contraction de la demande à l'égard de nos produits, l'intensification de la concurrence, une détérioration de la conjoncture économique et commerciale et la mauvaise presse visant la société. Tout déclassement de nos notations pourrait avoir une incidence sur notre capacité à mobiliser des capitaux ou donner lieu à une hausse des taux d'intérêt s'appliquant à nos emprunts.

Le tableau suivant indique les notations que les agences ont attribuées à nos titres en cours à la date du présent rapport de gestion.

	Moody's	S&P Global Ratings	DBRS Limited	Fitch
Dette à long terme	Baa2	BBB	BBB (élevé)	BBB+
Papier commercial	P-2	A-2	R-2 (élevé)	F1
Tendance ou perspective	Stable	Stable	Stable	Stable

Ces notations ne sont pas une recommandation d'acheter, de vendre, ni de conserver les titres et elles ne fournissent aucune indication sur leur cours ou leur pertinence pour un investisseur donné. Les notations peuvent ne pas refléter l'incidence possible de tous les risques sur la valeur des titres. Nous ne pouvons assurer que nos notations ne seront pas revues à la baisse dans l'avenir ni que les agences de notation n'émettront pas de commentaires défavorables à l'égard de nos titres.

- **Dividendes.** Les dividendes sur nos actions ordinaires sont déclarés en dollars américains. En février 2023, nous avons annoncé une augmentation de 10 %, ou 0,18 \$ par action, du taux de dividende annualisé, qui a été porté à 1,96 \$ par action ordinaire (à compter du dividende sur les actions ordinaires que nous avons versé en mars 2023). Dans notre tableau consolidé des flux de trésorerie, les dividendes versés sur les actions ordinaires sont présentés déduction faite des montants réinvestis dans la société dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes (« RRD »). Les actionnaires ordinaires inscrits peuvent participer au RRD, aux termes duquel les dividendes en trésorerie sont automatiquement réinvestis dans de nouvelles actions ordinaires. La valeur des actions ordinaires correspond à la moyenne pondérée du cours de l'action à la Bourse de Toronto (« TSX ») sur les cinq jours de bourse qui précèdent immédiatement la date de clôture des registres en vue de la distribution des dividendes. Compte tenu de complexités d'ordre administratif, nous avons interrompu de façon temporaire notre RRD en ce qui a trait à tout dividende à payer avant la conclusion de l'opération de remboursement de capital et versé ces dividendes en trésorerie. Nous avons rétabli le RRD en vigueur une fois l'opération de remboursement de capital terminée.

Le tableau suivant détaille les dividendes déclarés par action ordinaire et les dividendes que nous avons versés sur nos actions ordinaires.

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	2023	2022	2023	2022
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,490 \$	0,445 \$	0,980 \$	0,890 \$
Dividendes déclarés	230	217	462	433
Dividendes réinvestis	-	(7)	(8)	(14)
Dividendes versés	230	210	454	419

- **Rachats d'actions – offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités (l'« offre de rachat »).** Nous rachetons occasionnellement des actions (pour les annuler ultérieurement) conformément à notre stratégie de gestion du capital. En juin 2022, nous avons annoncé notre intention de racheter un montant maximal de 2,0 G\$ d'actions ordinaires. Nous avons achevé ce programme au premier trimestre de 2023.

Le tableau suivant détaille les rachats d'actions.

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2023	2022	2023	2022
Rachats d'actions (en millions de dollars américains)	-	194	718	194
Nombre d'actions rachetées (en millions)	-	1,9	6,0	1,9
Rachats d'actions – prix moyen par action en dollars américains	-	99,71 \$	120,10 \$	99,71 \$

- **Remboursement de capital et regroupement d'actions.** En juin 2023, nous avons remboursé à nos actionnaires un montant d'environ 2,0 G\$ par le truchement d'une opération de remboursement de capital, qui a été financée au moyen du produit tiré de la cession des actions de la société dans LSEG (se reporter à la rubrique « Participation dans LSEG » du présent rapport de gestion pour obtenir un complément d'information au sujet de la vente des actions de LSEG au premier semestre de 2023). L'opération a consisté en une distribution en trésorerie de 4,67 \$ par action ordinaire et en un regroupement d'actions (ou fractionnement inversé d'actions) à raison de 1 action avant regroupement pour 0,963957 action après regroupement. Les actionnaires assujettis à l'impôt dans un territoire autre que le Canada ont eu la possibilité de se retirer de l'opération. Le regroupement d'actions a été proportionnel à la distribution en trésorerie et le ratio de regroupement des actions a été fondé sur le cours moyen pondéré des actions à la NYSE pour les cinq jours de bourse précédant immédiatement le 23 juin 2023, soit la date d'entrée en vigueur de l'opération de remboursement de capital. Woodbridge, actionnaire principal de la société, a pris part à l'opération. Par suite du regroupement d'actions, le nombre d'actions ordinaires en circulation de la société a diminué de 15,8 millions.

Situation financière

Le total de notre actif s'établissait à 20,9 G\$ au 30 juin 2023, comparativement à 21,7 G\$ au 31 décembre 2022. Ce recul rend compte essentiellement de l'opération de remboursement de capital.

Au 30 juin 2023, nos passifs courants excédaient nos actifs courants puisque les passifs courants comprennent des produits différés d'un montant important tirés de la vente de produits et de services par abonnement, que bon nombre de clients règlent à l'avance. La trésorerie reçue lors de ces paiements anticipés est affectée au financement courant des activités d'exploitation, d'investissement et de financement de notre entreprise. Cependant, aux fins comptables, ces paiements anticipés doivent être différés et comptabilisés sur la durée de l'abonnement. Nous inscrivons généralement un fonds de roulement déficitaire à notre état consolidé de la situation financière. Dans le cours normal des activités, les produits différés ne correspondent pas à une obligation en trésorerie, mais plutôt à l'obligation d'assurer la prestation de services ou la livraison de produits. En conséquence, nous sommes d'avis que notre situation ne reflète pas un problème de liquidité, mais bien le résultat de la comptabilité requise du fait de notre modèle d'entreprise.

Dette nette et ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté

	30 juin	31 décembre
(en millions de dollars américains)	2023	2022
Dette courante	2 440	1 647
Dette à long terme	3 141	3 114
Total de la dette	5 581	4 761
Swaps	(62)	(42)
Total de la dette après déduction des swaps	5 519	4 719
Déduire : ajustements de juste valeur pour les instruments de couverture¹⁾	3	7
Total de la dette, après déduction des contrats de couverture de change	5 522	4 726
Déduire : coûts de transactions, surcotes et décotes compris dans la valeur comptable de la dette	32	33
Ajouter : obligations locatives (partie courante et non courante)	230	235
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie²⁾	(2 858)	(1 069)
Dette nette³⁾	2 926	3 925
Ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté		
BAIIA ajusté³⁾	2 507	2 329
Dette nette/BAIIA ajusté³⁾	1,2:1	1,7:1

1) Représente la composante intérêts de la juste valeur des instruments de couverture qui sont déduits afin de refléter les sorties nettes de trésorerie à l'échéance.

2) Compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie s'élevant respectivement à 93 M\$ et à 81 M\$ au 30 juin 2023 et au 31 décembre 2022, lesquels étaient détenus dans des filiales soumises à certaines restrictions contractuelles ou réglementaires ou encore qui exercent des activités dans des pays où des contrôles des changes et autres restrictions légales sont en vigueur, ce qui signifie qu'ils ne peuvent pas être utilisés pour les besoins généraux de l'entreprise.

3) Ces montants correspondent à des mesures financières non conformes aux IFRS. À titre d'information supplémentaire concernant notre liquidité, nous présentons le ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté. Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires sur nos mesures non conformes aux IFRS et des rapprochements de la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Au 30 juin 2023, le total de notre dette (après déduction des swaps) s'élevait à 5,5 G\$. Les dates d'échéance de nos emprunts à terme sont bien échelonnées et ne sont pas concentrées dans un exercice en particulier. Au 30 juin 2023, la durée moyenne à courir jusqu'à l'échéance de nos emprunts à terme (total de la dette exclusion faite du papier commercial) était d'environ sept ans et le taux d'intérêt moyen s'y appliquant (après déduction des swaps) s'établissait à un peu plus de 4 % et était entièrement fixe. Notre ratio d'endettement, qui correspond à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté, était inférieur au ratio cible de 2,5 pour 1.

La diminution de notre dette nette est essentiellement attribuable à la hausse de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, qui a plus que compensé l'augmentation de nos emprunts sous forme de papier commercial (se reporter à la rubrique « Flux de trésorerie » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements).

Arrangements, engagements et obligations contractuelles non comptabilisés

En juin 2023, nous avons signé une entente définitive pour l'acquisition de Casetext en contrepartie de 650 M\$. Casetext utilise l'intelligence artificielle et l'apprentissage machine pour permettre aux professionnels du droit de travailler plus efficacement. Nous prévoyons que l'acquisition devrait se conclure d'ici la fin de 2023, sous réserve de l'obtention des approbations d'ordre réglementaire et du respect des conditions usuelles de clôture.

Pour le sommaire des autres arrangements, engagements et obligations contractuelles non comptabilisés, il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2022. Sauf les faits susmentionnés, il ne s'est produit aucun changement important dans ces arrangements, engagements et obligations contractuelles au cours du semestre clos le 30 juin 2023.

Éventualités

Actions et réclamations en justice

Nous sommes partie à divers litiges, réclamations, contrôles et enquêtes qui surviennent dans le cours normal des activités. Ces causes portent notamment sur les questions liées à l'emploi, les questions commerciales et les poursuites en diffamation et en violation de propriété intellectuelle. Ces procédures contre nous restent à être réglées, et leur issue demeure imprévisible. À la lumière des renseignements dont nous disposons actuellement et après consultation des avocats externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, individuellement ou globalement, ne devrait pas avoir une incidence significative défavorable sur notre situation financière dans son ensemble.

Positions fiscales incertaines

Nous sommes assujettis à l'impôt s'appliquant dans de nombreux territoires, et faisons régulièrement l'objet de contrôles fiscaux par diverses autorités fiscales dans le cours normal des activités. L'incidence fiscale définitive de bon nombre des transactions et calculs dans le cours normal des activités est incertaine, car les autorités fiscales pourraient contester certaines positions fiscales et proposer des ajustements ou des changements à apporter à nos déclarations fiscales.

Nous maintenons donc des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui, à notre avis, reflètent de façon appropriée les risques visant la société. Ces provisions sont établies à l'aide de nos estimations les plus probables quant au montant qui devrait être payé, en fonction d'une évaluation qualitative de toutes les informations pertinentes. Lorsque cela est approprié, nous calculons la valeur attendue afin de déterminer le montant de nos provisions. Nous réévaluons ces provisions à la fin de chaque période de présentation de l'information financière pour vérifier si le montant est suffisant et faisons des ajustements selon l'évolution des faits et des circonstances. En raison de l'incertitude associée aux contrôles fiscaux, il se peut que le passif découlant ultérieurement de ces contrôles ou de litiges connexes diffère de façon importante des montants que nous avons provisionnés. Toutefois, à la lumière des lois en vigueur et des renseignements dont nous disposons et après consultation de conseillers fiscaux externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, individuellement ou globalement, n'aura pas d'incidence significative défavorable sur notre situation financière dans son ensemble.

Jusqu'au 30 juin 2023, nous avons payé des impôts de 456 M\$ comme l'exigeaient les avis d'imposition émis par l'administration fiscale du Royaume-Uni et la HM Revenue & Customs (la « HMRC ») en vertu du régime d'impôt sur les profits détournés qui collectivement se rapportaient aux années d'imposition 2015, 2016, 2017 et 2018 de certaines de nos filiales actuelles et de nos anciennes filiales au Royaume-Uni. Comme nous n'estimons pas que ces filiales actuelles et anciennes filiales au Royaume-Uni entrent dans le champ d'application du régime d'impôt sur les profits détournés, nous continuerons de contester ces avis d'imposition au moyen de tous les recours administratifs et juridiques à notre disposition et nous défendrons vigoureusement notre position. Les paiements effectués ne reflètent pas notre position quant au bien-fondé de la question. Comme ces avis d'imposition se rapportent en grande partie à des entreprises que nous avons vendues, la plupart font l'objet d'ententes d'indemnisation aux termes desquelles nous avons été tenus de payer des impôts supplémentaires à la HMRC ou aux contreparties aux ententes d'indemnisation.

Comme nous estimons que notre position est justifiée par la loi, nous ne pensons pas que la résolution de cette question aura une incidence significative sur notre situation financière dans son ensemble. Puisque nous nous attendons à recevoir des remboursements pour la quasi-totalité du total des montants payés en vertu de ces avis d'imposition, nous prévoyons continuer de comptabiliser la quasi-totalité de ces paiements à titre de montant non courant à recevoir de la HMRC ou de la contrepartie aux ententes d'indemnisation.

Garanties

Nous détenons une participation dans 3XSQ Associates, entité conjointement détenue par l'une de nos filiales et Rudin Times Square Associates LLC (« Rudin »), qui possède et exploite l'immeuble de bureaux situé au 3 Times Square, à New York (État de New York) (l'« immeuble »). En juin 2022, 3XSQ Associates a obtenu une facilité d'emprunt d'une durée de trois ans et d'un montant de 415 M\$ afin de refinancer sa dette existante, de financer le réaménagement de l'immeuble et de couvrir les charges d'intérêts et d'exploitation pendant la période de réaménagement. L'immeuble a été donné en garantie de l'emprunt. La société et Rudin ont fourni chacune une garantie correspondant à 50 % i) de certains montants de capital des emprunts et ii) des charges d'intérêts et d'exploitation. La société et Rudin ont également fourni une garantie conjointe et solidaire visant i) l'achèvement des travaux commencés et ii) les pertes du prêteur qui découleraient d'actes interdits, que ce soit sur le plan environnemental ou autre. Afin de réduire l'exposition économique à 50 % des obligations conjointes et individuelles, la société et une entité du groupe de Rudin ont conclu une entente de dédommagement réciproque. Nous estimons que la valeur de l'immeuble devrait suffire à couvrir les obligations qui pourraient découler des garanties. Les garanties n'ont pas d'incidence sur notre capacité à emprunter des fonds aux termes de notre facilité de crédit consortiale de 2,0 G\$ ou sur le calcul de la clause restrictive connexe.

Pour un complément d'information, veuillez consulter la rubrique « Facteurs de risque » de notre rapport annuel 2022, où sont détaillés les risques liés aux questions juridiques et fiscales.

Perspectives

L'information présentée dans cette rubrique est de nature prospective et doit être lue en parallèle avec la rubrique « Renseignements supplémentaires – Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » ci-après.

En août 2023, nous avons annoncé que nous maintenions les perspectives pour l'exercice complet que nous avons communiquées en février et en mai 2023, sauf en ce qui concerne notre taux d'impôt effectif, nos charges d'intérêts et nos dépenses d'investissement exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires. Comme l'indique le tableau ci-après, nous avons revu à la hausse nos prévisions en matière de dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires afin d'inclure les coûts d'optimisation d'immeubles et nos investissements accrus dans l'intelligence artificielle. Nous avons révisé nos prévisions relatives aux charges d'intérêts pour les ramener à la limite inférieure de la fourchette que nous avions précédemment communiquée afin de tenir compte de la monétisation accélérée de LSEG et de l'avantage que nous procurent les taux d'intérêt plus élevés sur nos soldes de trésorerie. Enfin, nous avons revu à la baisse nos prévisions en matière de taux d'impôt effectif sur le bénéfice ajusté afin de refléter l'incidence favorable du règlement d'un contrôle fiscal au deuxième trimestre de 2023. Dans le tableau qui suit, nous décrivons nos perspectives révisées pour l'exercice 2023, qui comprennent les mesures financières non conformes aux IFRS. Nos perspectives pour 2023 :

- présumant que les cours de change demeureront constants par rapport à ceux de 2022;
- ne tiennent pas compte de l'incidence des acquisitions ou cessions qui pourraient survenir au cours de périodes futures.

Nous croyons que ce type d'information fournit des renseignements utiles sur la performance de nos activités.

Bien que notre performance pour l'exercice 2023 à ce jour renforce notre confiance à l'égard de nos perspectives, le contexte macroéconomique demeure incertain, de nombreux signes indiquant un affaiblissement de la conjoncture économique mondiale dans un contexte de hausse des taux d'intérêt, d'inflation élevée et de risques géopolitiques persistants. Toute dégradation du contexte commercial et économique à l'échelle mondiale pourrait nuire à notre capacité de concrétiser nos perspectives.

Résultats globaux pour Thomson Reuters	Chiffres réels pour 2022	Perspectives pour 2023 9 février 2023	Perspectives pour 2023 2 mai 2023	Perspectives pour 2023 2 août 2023
Croissance des produits des activités ordinaires	4 %	4,5 % - 5,0 %	3,0 % - 3,5 %	Inchangé
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires¹⁾</i>	6 %	5,5 % - 6,0 %	Inchangé	Inchangé
Marge du BAIIA ajusté¹⁾	35,1 %	Environ 39 %	Inchangé	Inchangé
Charges liées au siège social	293 M\$	Entre 110 M\$ et 120 M\$		
Charges de base liées au siège social	122 M\$	Entre 110 M\$ et 120 M\$	Inchangé	Inchangé
Charges d'exploitation liées au programme de transformation	171 M\$	s. o.		
Flux de trésorerie disponibles¹⁾	1,3 G\$	Environ 1,8 G\$	Inchangé	Inchangé
Dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires¹⁾	8,2 %	Environ 7,0 %	Inchangé	Environ 8,0 %
Coût d'optimisation d'immeubles²⁾	s. o.	30 M\$		s. o.
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels	625 M\$	Entre 595 M\$ et 625 M\$	Inchangé	Inchangé
Charge d'intérêts	196 M\$	Entre 190 M\$ et 210 M\$	Inchangé	Environ 190 M\$
Taux d'impôt effectif sur le résultat ajusté¹⁾	17,6 %	Environ 18 %	Inchangé	Environ 17 %
3 grands secteurs ¹⁾	Chiffres réels pour 2022	Perspectives pour 2023 9 février 2023	Perspectives pour 2023 2 mai 2023	Perspectives pour 2023 2 août 2023
Croissance des produits des activités ordinaires	5 %	5,5 % - 6,0 %	3,5 % - 4,0 %	Inchangé
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires</i>	7 %	6,5 % - 7,0 %	Inchangé	Inchangé
Marge du BAIIA ajusté	42,4 %	Environ 44 %	Inchangé	Inchangé

1) Mesures financières non conformes aux IFRS. Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

2) Les coûts d'optimisation d'immeubles en 2023 s'ajoutaient aux dépenses d'investissement à payer en tant que pourcentage des perspectives en matière de produits des activités ordinaires, telles qu'elles ont été présentées le 9 février et le 2 mai 2023.

Nous prévoyons actuellement que la croissance interne des produits des activités ordinaires pour le troisième trimestre de 2023 se situera dans la partie supérieure de notre fourchette de 5,5 % à 6,0 % pour l'exercice et que la marge du BAIIA ajusté sera d'environ 36 %.

Le tableau qui suit rend compte des principales hypothèses et des risques importants pouvant faire en sorte que le rendement réel diffère des attentes sur lesquelles reposent nos perspectives financières mises à jour en août 2023.

Produits des activités ordinaires	
Principales hypothèses	Risques importants
- La conjoncture macroéconomique et géopolitique incertaine continuera à perturber l'économie et à occasionner des périodes de volatilité. - Les produits et services de confiance qui aident les clients à se retrouver dans des contextes juridiques, fiscaux, comptables, réglementaires, géopolitiques et commerciaux complexes et en évolution constante, et à composer avec les nouveautés dans ces domaines, ainsi que les outils numériques infonuagiques qui stimulent la productivité, feront l'objet d'une demande soutenue. - Nous serons toujours en mesure d'offrir des produits novateurs qui répondent aux besoins changeants des clients. - Nous rallierons de nouveaux clients grâce au développement et à l'amélioration de nos plateformes numériques, à la rationalisation de notre portefeuille de produits et à d'autres initiatives de nature commerciale. - Nos efforts de simplification commerciale et les améliorations apportées au service à la clientèle nous permettront d'accroître le taux de fidélisation.	- La hausse des taux d'intérêt, l'inflation, l'instabilité géopolitique, y compris la guerre en Ukraine et les répercussions persistantes de la pandémie (les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, p. ex.) continuent d'avoir des répercussions sur l'économie mondiale. La gravité et la durée de l'une ou l'autre de ces conditions, ou d'une combinaison de celles-ci, pourraient avoir une incidence sur l'économie mondiale et entraîner une baisse de la demande pour nos produits et services (au-delà de notre hypothèse selon laquelle ces perturbations entraîneront des périodes de volatilité). - L'évolution des habitudes d'achat des clients ou notre incapacité de mettre en œuvre des initiatives clés en matière de conception de produits ou de service à la clientèle pourraient entraîner une diminution de la demande pour nos produits et services. - La concurrence des prix et la création de nouveaux produits pourraient avoir une incidence sur nos produits des activités ordinaires. - Nos initiatives relatives aux ventes, à la simplification commerciale et à la conception de produits pourraient être insuffisantes pour fidéliser les clients ou générer de nouvelles ventes.
Marge du BAIIA ajusté	
Principales hypothèses	Risques importants
- Nous parviendrons à atteindre nos cibles de croissance des produits des activités ordinaires. - Les produits à croissance élevée occuperont une partie de plus en plus importante de nos activités.	- Voir les risques ci-dessus se rapportant aux perspectives en matière de produits des activités ordinaires. - L'inflation plus élevée que prévu pourrait entraîner une augmentation supérieure aux prévisions des coûts de main-d'œuvre, des coûts des fournisseurs tiers et des coûts des documents imprimés. - Les activités d'acquisition et de cession pourraient diluer la marge du BAIIA ajusté.
Flux de trésorerie disponibles	
Principales hypothèses	Risques importants
- Nous parviendrons à atteindre nos cibles de produits des activités ordinaires et de marge du BAIIA ajusté. - Les dépenses d'investissement à payer devraient se chiffrer à environ 8,0 % des produits des activités ordinaires.	- Voir les risques ci-dessus concernant les perspectives relatives aux produits des activités ordinaires et à la marge du BAIIA ajusté. - L'affaiblissement de la situation macroéconomique pourrait avoir une incidence défavorable sur le fonds de roulement, y compris sur la capacité de nos clients à nous payer. - Les dépenses d'investissement à payer pourraient être supérieures aux prévisions. - Le moment et le montant des paiements d'impôt aux gouvernements pourraient différer par rapport aux prévisions.
Taux d'impôt effectif sur le résultat ajusté	
Principales hypothèses	Risques importants
- Nous parviendrons à atteindre notre cible de BAIIA ajusté. - Aucun changement important ne sera apporté en 2023 aux taux d'impôt s'appliquant dans les divers territoires où les résultats avant impôt ont été comptabilisés en 2022. - Des changements minimes pourraient être apportés aux lois et conventions fiscales en vigueur s'appliquant à nous. - Il y aura des profits significatifs qui empêcheront l'imposition de certains impôts minimums. - Il ne découlera aucune charge ni aucun avantage important de la finalisation des années d'imposition antérieures. - La dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels sera de l'ordre de 595 M\$ à 625 M\$. - La charge d'intérêts sera d'environ 190 M\$.	- Voir les risques ci-dessus concernant le BAIIA ajusté. - La répartition géographique du résultat avant impôt pourrait changer de manière importante. - Les lois et conventions fiscales en vigueur s'appliquant à nous pourraient faire l'objet de changements importants auxquels nous ne nous attendions pas. - La dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels et la charge d'intérêts pourraient être beaucoup plus élevées ou beaucoup moins élevées que prévu.

Nos perspectives font état de plusieurs mesures financières non conformes aux IFRS. Nous sommes d'avis que la présentation de rapprochements des mesures financières non conformes aux IFRS sous-jacentes à nos perspectives pourrait s'avérer trompeuse et peu pratique en raison de la difficulté à prévoir des éléments qui ne sont pas représentatifs des activités courantes pour toute période à venir. L'ampleur de ces éléments pourrait être importante. Par conséquent, pour les besoins de ces perspectives seulement, il ne nous est pas possible de rapprocher ces mesures aux mesures conformes aux IFRS les plus comparables, car nous ne pouvons prévoir, avec une certitude raisonnable, l'effet des variations des cours de change sur : i) la conversion de nos résultats présentés selon les cours de change moyens de l'exercice et ii) d'autres produits financiers ou charges financières liés aux accords de financement intragroupe et aux contrats de change. Nous ne pouvons non plus prévoir avec une certitude raisonnable i) notre quote-part du bénéfice ou de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, qui est assujettie à la variation du cours des actions de LSEG, ni ii) la réalisation ou le montant d'autres profits et pertes d'exploitation, qui découlent généralement de transactions commerciales que nous ne prévoyons pas actuellement.

Transactions entre parties liées

Au 1^{er} août 2023, Woodbridge, notre actionnaire principal, détenait en propriété réelle environ 69 % de nos actions ordinaires.

Transaction avec Woodbridge

En mars 2023, nous avons vendu une filiale canadienne en propriété exclusive à une société liée à Woodbridge pour 23 M\$. Les actifs de la filiale étaient composés des pertes fiscales cumulées que la direction ne s'attendait pas à imputer aux résultats impossibles futurs avant leur expiration en fonction des lois fiscales canadiennes actuellement en vigueur. Pour cette raison, elle n'avait pas comptabilisé l'actif d'impôt lié à ces pertes dans les états financiers consolidés. Selon la loi canadienne, certaines pertes ne peuvent être transférées qu'à des sociétés liées, comme celles affiliées à Woodbridge. Nous avons inscrit un profit de 23 M\$ au poste « Autres profits d'exploitation, montant net » de l'état consolidé du résultat net. Dans le cadre de cette transaction, le comité de gouvernance du conseil d'administration a obtenu une attestation d'équité indépendante. Nous avons eu recours à l'attestation d'équité indépendante afin d'établir que le prix négocié entre la société et Woodbridge était raisonnable. Après avoir examiné la question, le comité de gouvernance a approuvé la transaction. Les administrateurs qui n'étaient pas considérés comme indépendants en raison de leur position par rapport à Woodbridge se sont abstenus de délibérer et de voter sur la transaction lors de la réunion du comité.

Transactions avec YPL

Au cours du semestre clos le 30 juin 2023, nous avons reçu des dividendes d'un montant de 3,8 G\$ de YPL principalement liés à la vente des actions de LSEG détenues indirectement par la société. Se reporter à la rubrique « Participation dans LSEG » du présent rapport de gestion pour plus d'information à ce sujet.

Transactions avec l'entreprise Elite

En juin 2023, nous avons vendu une participation majoritaire dans notre entreprise Elite à TPG et conservé une participation minoritaire de 19,9 % avec représentation au conseil d'administration. Pour faciliter la séparation, nous avons convenu de fournir des services de soutien à l'exploitation à l'entreprise Elite, dont des services technologiques et administratifs, pour une période donnée. Entre la date de la vente et le 30 juin 2023, nous avons enregistré une charge compensatrice de 2 M\$ relativement à ces transactions.

Au 30 juin 2023, l'état consolidé de la situation financière comprenait un montant à recevoir de la part d'Elite de 8 M\$ et un montant à payer à Elite de 16 M\$ ayant trait à toutes les transactions entre les deux sociétés.

À l'exception des transactions susmentionnées, aucune nouvelle transaction entre parties liées d'importance n'a eu lieu au cours du premier semestre de 2023. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées » du rapport de gestion annuel de 2022 figurant dans notre rapport annuel 2022, de même qu'à la note 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2022 pour des informations au sujet des transactions entre parties liées.

Événements postérieurs à la date de clôture

Acquisition

En juillet 2023, nous avons fait l'acquisition d'Imagen Ltd, une entreprise de gestion d'actifs médiatiques, qui fera partie de notre secteur Reuters News. Nous procédons actuellement à la répartition de la contrepartie d'acquisition entre les actifs acquis et les passifs pris en charge à des fins comptables.

Changements touchant les méthodes comptables

Pour obtenir de l'information sur les changements touchant les méthodes comptables, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Changements touchant les méthodes comptables » de notre rapport de gestion annuel de 2022, lequel figure dans notre rapport annuel 2022. Depuis la date de notre rapport de gestion annuel de 2022, nos méthodes comptables n'ont pas changé de manière importante. Se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés intermédiaires du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2023 pour des informations au sujet des plus récentes modifications comptables.

Estimations comptables et jugements critiques

La préparation des états financiers impose à la direction de faire des estimations et d'exercer son jugement à l'égard d'événements futurs. Les estimations et les jugements sont constamment remis en question. Ils se fondent sur l'expérience passée et sur d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs raisonnables dans les circonstances. Pour un complément d'information, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations comptables et jugements critiques » de notre rapport de gestion annuel de 2022, lequel figure dans notre rapport annuel 2022. Depuis la date de notre rapport de gestion annuel de 2022, nos estimations comptables et nos jugements critiques n'ont pas changé de manière importante.

Nous continuons de mener nos activités dans un contexte macroéconomique et géopolitique incertain en raison de la hausse des taux d'intérêt, de l'inflation élevée et des risques géopolitiques actuels, notamment l'invasion militaire de l'Ukraine par la Russie. Nous suivons de près l'évolution de la conjoncture macroéconomique et géopolitique afin d'évaluer les répercussions potentielles sur nos secteurs d'activité. Étant donné la grande incertitude suscitée par ces circonstances, certaines estimations et certains jugements formulés par la direction sont plus susceptibles de varier et pourraient changer de façon importante dans l'avenir.

Renseignements supplémentaires

Base de présentation

Contrôles et procédures de communication de l'information

Après avoir évalué l'efficacité de nos contrôles et procédures de communication de l'information (au sens où l'entendent les lois sur les valeurs mobilières pertinentes des États-Unis et du Canada) en date de la fin de la période considérée dans le présent rapport de gestion, notre chef de la direction et notre chef de la direction financière ont conclu que nos contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces et permettaient de garantir que tous les renseignements que nous devons fournir dans les rapports que nous déposons ou transmettons en vertu de la loi intitulée *Securities Exchange Act* des États-Unis et des lois sur les valeurs mobilières canadiennes pertinentes sont i) enregistrés, traités, condensés et présentés dans les délais prévus dans les règles et formulaires de la SEC et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, et ii) recueillis, puis communiqués à notre direction, y compris au chef de la direction et au chef de la direction financière, afin que des décisions concernant la communication de l'information exigée puissent être prises en temps opportun.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est responsable de la mise en place et du maintien d'un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Au deuxième trimestre de 2023, nous avons déployé le logiciel de planification des ressources d'entreprise SAP S/4 HANA afin d'intégrer et d'améliorer notre processus de présentation de l'information financière. Parallèlement à ce changement, nous avons modifié certains processus et procédures qui font partie de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Sauf les faits susmentionnés, aucune modification n'a été apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière au deuxième trimestre de 2023 qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Capital-actions

Au 1^{er} août 2023, 455 303 939 actions ordinaires, 6 000 000 d'actions privilégiées de série II, 1 441 955 options sur actions et un total de 1 618 874 unités d'actions de négociation restreinte temporelles et unités d'actions de négociation liées au rendement étaient en circulation ou en cours. Nous avons en outre émis une action de fondateur de Thomson Reuters Founders Share Company, qui permet à cette société d'exercer un droit de vote extraordinaire visant à préserver les principes de confiance de Thomson Reuters.

Dépôts de documents auprès des autorités compétentes et informations réglementaires

Le lecteur est invité à prendre connaissance d'autres renseignements sur notre société, notamment dans le rapport annuel 2022 (qui comprend l'information devant être présentée dans la notice annuelle) et d'autres documents d'information, rapports, états, etc., que nous déposons auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedarplus.ca) et auprès de la Securities and Exchange Commission (« SEC ») des États-Unis à l'adresse www.sec.gov.

Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs

Certains énoncés formulés dans le présent rapport de gestion constituent des énoncés prospectifs, dont les énoncés ayant trait aux perspectives commerciales, à la clôture de l'acquisition de Casetext en 2023, à notre intention de cibler un ratio de distribution se situant entre 50 % et 60 % des flux de trésorerie disponibles, à la croissance future attendue de nos secteurs ou activités axés sur le client, à l'intention de la société de vendre une partie de ses actions dans LSEG et aux paiements d'impôt connexes sur ces ventes, aux attentes quant à notre situation de trésorerie et nos sources de financement et à l'incidence de l'évolution de la législation fiscale canadienne. Ces énoncés se caractérisent par l'emploi d'expressions comme « s'attendre à », « estimer », « croire », « cibler », « avoir l'intention », « prévoir », « projeter » et d'autres expressions analogues, ainsi que l'emploi du futur et du conditionnel. Bien que nous croyions que les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion reposent sur des fondements raisonnables, ils ne sont pas garants du rendement ou des résultats futurs, et rien ne garantit que tout autre événement décrit dans les énoncés prospectifs se concrétisera. Ces énoncés prospectifs sont assujettis à un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'hypothèses pouvant entraîner un écart significatif entre les résultats ou les événements réels et les attentes actuelles. Nombre de ces risques, incertitudes et hypothèses sont indépendants de la volonté de la société, et il peut être difficile d'en prédire les effets. En particulier, la pleine mesure des répercussions du contexte macroéconomique et géopolitique sur les activités et les résultats financiers de la société sera tributaire d'une multitude de facteurs en constante évolution que nous ne pouvons pas nécessairement prévoir avec exactitude.

Certains résultats ou événements réels pourraient différer sensiblement des attentes actuelles énoncées précédemment à la rubrique « Perspectives ». D'autres facteurs sont exposés à la rubrique « Facteurs de risque » de notre rapport annuel 2022 et dans des documents que nous déposons de temps à autre auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, ou que nous leur fournissons. Bon nombre de ces risques sont, et pourraient être, exacerbés par toute dégradation du contexte géopolitique, commercial et économique à l'échelle mondiale. Rien ne garantit que les énoncés prospectifs se concrétiseront.

Les perspectives commerciales de la société sont fondées sur les renseignements dont elle dispose à l'heure actuelle et sur diverses hypothèses internes et externes formulées par la direction à la lumière de son expérience et de sa perception des tendances antérieures, de la situation actuelle et des faits attendus dans l'avenir, de même que sur d'autres facteurs que la direction juge pertinents dans les circonstances.

Les perspectives commerciales de la société ont pour but de fournir de l'information au sujet des prévisions actuelles pour les périodes présentées. Elles peuvent ne pas convenir à d'autres fins. Le lecteur ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs, qui ne visent qu'à exprimer les attentes à la date du présent rapport de gestion. Sauf dans la mesure exigée par les lois applicables, Thomson Reuters décline toute responsabilité de mettre à jour ou de modifier des énoncés prospectifs.

Annexe A

Mesures financières non conformes aux IFRS

Nous utilisons des mesures financières non conformes aux IFRS, notamment des ratios qui tiennent compte d'une ou de plusieurs mesures financières non conformes aux IFRS, à titre d'indicateurs supplémentaires de notre performance d'exploitation et de notre situation financière, de même qu'à des fins de planification interne et dans le cadre de nos programmes de rémunération incitative de la direction et de l'établissement de nos perspectives commerciales. Ces mesures n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et, par conséquent, il est peu probable que leur calcul soit comparable au calcul de mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Au 30 septembre 2022, nous avons modifié notre définition du BAIIA ajusté et du résultat ajusté afin d'exclure l'incidence de l'obligation d'évaluer à la juste valeur les produits différés acquis. Selon les règles des IFRS, lors de l'acquisition d'une entreprise, un acheteur ne peut pas comptabiliser dans son état du résultat net post-acquisition le montant intégral des produits différés initialement comptabilisés par le vendeur. Cette exigence crée des distorsions dans la comparabilité d'une période à l'autre. Nous croyons que les changements apportés à nos mesures élimineront ces distorsions. Les montants de la période correspondante de l'exercice précédent, soit le deuxième trimestre et le premier semestre de 2022, n'ont pas été révisés puisque l'incidence était négligeable.

Dans le tableau qui suit, nous décrivons les mesures financières non conformes aux IFRS que nous utilisons et expliquons pourquoi, à notre avis, ces mesures sont utiles à l'évaluation de notre performance. Des rapprochements avec les mesures des IFRS les plus directement comparables sont présentés à l'annexe B et à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion.

Notre définition	Motifs de son utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable
BAIIA ajusté et marge connexe		
Cette mesure représente le bénéfice ou la perte lié aux activités poursuivies avant l'incidence de la charge ou du produit d'impôt, du montant net de la charge d'intérêts, des autres charges financières ou produits financiers, de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles, des logiciels et des autres immobilisations incorporelles identifiables, de notre quote-part du bénéfice ou de la perte après impôt des placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, des autres profits et pertes d'exploitation, de certaines pertes de valeur d'actifs et des ajustements de juste valeur, y compris ceux liés aux produits différés acquis. La marge connexe correspond au BAIIA ajusté exprimé en pourcentage des produits des activités ordinaires. Pour les besoins de ce calcul, les produits des activités ordinaires ne tiennent pas compte des ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis.	Fournit une base d'évaluation cohérente de la rentabilité d'exploitation et des tendances de performance en excluant les éléments que nous ne considérons pas comme des activités contrôlables aux fins de cette évaluation. Représente également une mesure fréquemment présentée et utilisée par les investisseurs comme paramètre d'évaluation, qui permet aussi d'évaluer notre capacité de contracter des dettes et d'en assurer le service.	Bénéfice (perte) lié aux activités poursuivies
BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer et marge connexe		
Cette mesure représente le BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer, où les dépenses d'investissement à payer comprennent les montants non réglés à la date de clôture. La marge connexe correspond au BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires. Pour les besoins de ce calcul, les produits des activités ordinaires ne tiennent pas compte des ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis.	Fournit, en une seule mesure, une base d'évaluation de la rentabilité d'exploitation et de l'intensité du capital. Cette mesure tient compte des investissements, que ceux-ci soient passés en charges ou incorporés à l'actif, et représente la base sur laquelle la direction évalue les dépenses d'investissement.	Bénéfice (perte) lié aux activités poursuivies

Notre définition	Motifs de son utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable
Dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires		
Cette mesure représente les dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires. Pour les besoins de ce calcul, les produits des activités ordinaires ne tiennent pas compte des ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis.	Représentent la base sur laquelle nous gérons les dépenses d'investissements aux fins de notre budgétisation interne.	Dépenses d'investissement
Résultat ajusté et résultat ajusté par action		
Bénéfice ou perte net y compris les dividendes déclarés sur les actions privilégiées, mais exclusion faite de l'incidence après impôt des ajustements de juste valeur (y compris ceux liés aux produits différés acquis), de la dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables, des autres profits et pertes d'exploitation, de certaines pertes de valeur des actifs, des autres charges financières ou produits financiers, de notre quote-part du bénéfice ou de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, des activités abandonnées et des autres éléments ayant une incidence sur la comparabilité. Le montant après impôt de chaque élément est exclu du calcul du résultat ajusté en fonction des règles fiscales et des taux d'imposition appropriés à la nature et au territoire de chaque élément. Le résultat ajusté par action est calculé à partir du résultat ajusté au moyen du nombre moyen pondéré d'actions servant au calcul du résultat dilué par action et ne représente pas le bénéfice ou la perte par action attribuable aux actionnaires.	Procurent une base plus comparable pour l'analyse du résultat. Ces mesures sont utilisées couramment par les actionnaires pour l'évaluation de la performance.	Bénéfice (perte) net et résultat dilué par action
Taux d'impôt effectif sur le résultat ajusté		
Charge d'impôt ajustée divisée par le résultat ajusté avant impôt. La charge d'impôt ajustée est calculée comme (le produit) la charge d'impôt augmenté ou diminué de l'incidence fiscale de tous les éléments ayant une incidence sur le résultat ajusté (ainsi qu'il est décrit ci-dessus) et des autres éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité. Pour les périodes intermédiaires, nous apportons aussi un ajustement visant à refléter l'impôt en fonction du taux effectif estimé pour l'exercice dans son ensemble. Le bénéfice ou la perte conforme aux IFRS pour les périodes intermédiaires reflète l'impôt établi au taux d'impôt effectif estimé de chacun des territoires où nous exerçons nos activités. L'ajustement non conforme aux IFRS permet de répartir l'impôt estimé pour l'exercice dans son ensemble entre les périodes intermédiaires, mais il n'a pas d'effet sur le montant de la charge d'impôt de l'exercice.	Procure une base permettant l'analyse du taux d'impôt effectif associé au résultat ajusté. Parce que la répartition géographique du résultat avant impôt des périodes intermédiaires peut différer de celle pour l'exercice complet, notre taux d'impôt effectif calculé conformément aux IFRS par trimestre peut être plus volatil. Nous estimons donc que l'utilisation du taux d'impôt effectif annualisé prévu accroît la comparabilité des résultats des périodes intermédiaires.	(Charge) produit d'impôt

Notre définition	Motifs de son utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable
Dette nette et ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté		
Dette nette : Dette totale (compte non tenu des coûts de transactions non amortis, des surcotes ou décotes connexes) plus la composante change de la juste valeur des instruments de couverture connexes et les obligations locatives, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie.	Procure une mesure couramment utilisée pour évaluer le niveau d'endettement de la société. Étant donné que nous couvrons une partie de notre dette pour réduire le risque, nous tenons compte des instruments de couverture puisque nous estimons qu'ils permettent de mieux mesurer l'ensemble des obligations rattachées à notre dette en cours. Cependant, comme nous prévoyons conserver la dette et les instruments de couverture qui s'y rattachent jusqu'à l'échéance, nous ne tenons pas compte de la composante intérêts de la juste valeur des instruments de couverture dans nos calculs. Nous retranchons la trésorerie et les équivalents de trésorerie du montant brut de la dette.	Total de la dette (dette courante plus dette à long terme)
Dette nette sur le BAIIA ajusté : La dette nette est divisée par le BAIIA ajusté pour la période de douze mois précédente se terminant avec le trimestre à l'étude.	Procure une mesure couramment utilisée de la capacité d'une société à rembourser sa dette. Notre mesure non conforme aux IFRS est en phase avec le calcul de notre cible interne et est plus prudente que le ratio maximal permis aux termes des clauses restrictives de notre facilité de crédit.	Pour le BAIIA ajusté, voir la définition précédente pour connaître la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.
Flux de trésorerie disponibles		
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation, produit des cessions d'immobilisations corporelles et autres activités d'investissement, diminués des dépenses d'investissement, des paiements au titre du capital des contrats de location et des dividendes versés sur nos actions privilégiées.	Facilitent l'évaluation de notre capacité à long terme de créer de la valeur pour nos actionnaires parce qu'il s'agit de la trésorerie disponible pour rembourser la dette, verser des dividendes sur les actions ordinaires et financer les rachats d'actions et les acquisitions.	Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation
Variations avant effet du change ou « en devises constantes »		
Mesures applicables lorsque les variations sont présentées avant l'effet du change ou « en devises constantes ».	Améliorent la comparabilité des tendances qu'affichent les activités d'une période à l'autre.	Pour chaque mesure et ratio non conforme aux IFRS, voir les définitions précédentes pour connaître la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.
Mesures conformes aux IFRS : • Produits des activités ordinaires • Charges d'exploitation Mesures et ratios non conformes aux IFRS : • BAIIA ajusté et marge du BAIIA ajusté • Résultat ajusté par action	Notre monnaie de présentation est le dollar américain. Toutefois, nous exerçons des activités dans des monnaies autres que le dollar américain. Nous évaluons notre performance avant l'effet du change (ou « en devises constantes »), c'est-à-dire que nous appliquons les mêmes cours de change aux montants de la période considérée et de la période comparable précédente. Pour calculer l'effet du change sur une période par rapport à une autre, nous convertissons les résultats libellés en monnaie locale de la période considérée et de la période correspondante de l'exercice précédent en nous servant du même cours de change.	

Notre définition	Motifs de son utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable
Variations des produits des activités ordinaires calculées sur une base « interne »		

Mesure reflétant les variations des produits des activités ordinaires issus de nos activités actuelles en devises constantes. Elle exclut la distorsion liée aux acquisitions et aux cessions d'entreprises attribuable au fait que nous n'étions pas les propriétaires de l'entreprise au cours des deux périodes comparatives.

- Nous calculons la croissance interne liée aux acquisitions comme si nous avions détenu l'entreprise acquise au cours des deux périodes. Nous comparons les produits des activités ordinaires de l'entreprise acquise pour la période au cours de laquelle nous détenions cette entreprise avec les produits des activités ordinaires de cette entreprise pour la période correspondante de l'exercice précédent au cours de laquelle elle n'était pas détenue par la société.
- Nous calculons la croissance interne liée aux cessions comme si nous n'avions pas détenu l'entreprise au cours des deux périodes. Nous ne tenons pas compte des produits des activités ordinaires de l'entreprise cédée à compter de la cession ni des produits des activités ordinaires de la période correspondante de l'exercice précédant la vente.

Permettent une meilleure analyse du rendement de nos entreprises existantes en éliminant la distorsion et fournissent une mesure plus précise de notre capacité de faire croître nos activités à long terme.

Produits des activités ordinaires

3 grands secteurs

Nos secteurs regroupés Professionnels du droit, Grandes sociétés, et Fiscalité et comptabilité. Toutes les mesures présentées pour les 3 grands secteurs sont des mesures financières non conformes aux IFRS.

L'information sur les 3 grands secteurs comprend environ 80 % des produits des activités ordinaires et représente l'essentiel de nos services d'information pour entreprises.

Produits des activités ordinaires
Bénéfice (perte) lié aux activités poursuivies

Annexe B

La présente annexe fournit des rapprochements de certaines mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables qui ne sont pas présentés ailleurs dans le présent rapport de gestion pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2023 et 2022 et l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Arrondissement

Hormis le résultat par action, nous présentons nos résultats en millions de dollars américains, mais nous calculons les variations en pourcentage et les marges au dollar près pour plus de précision. En conséquence, les pourcentages et les marges calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Rapprochement du bénéfice (de la perte) lié aux activités poursuivies, du BAIIA ajusté et du BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin		Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2023	2022	2023	2022	2022
Bénéfice (perte) lié aux activités poursuivies	889	(71)	1 626	947	1 391
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :					
Charge (produit) d'impôt	219	(92)	415	148	259
Autres charges (produits) financiers	102	(320)	192	(414)	(444)
Charge d'intérêts, montant net	34	49	89	97	196
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	23	25	48	51	99
Dotation aux amortissements des logiciels	127	121	245	235	485
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	29	38	59	76	140
BAIIA	1 423	(250)	2 674	1 140	2 126
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :					
Quote-part (du bénéfice) de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(419)	825	(989)	27	432
Autres profits d'exploitation, montant net	(347)	(2)	(364)	(1)	(211)
Ajustements de juste valeur ¹⁾	5	(12)	18	(5)	(18)
BAIIA ajusté	662	561	1 339	1 161	2 329
Déduire : dépenses d'investissement à payer	(125)	(141)	(246)	(263)	(545)
BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer	537	420	1 093	898	1 784
Marge du BAIIA ajusté	40,1 %	34,7 %	39,4 %	35,3 %	35,1 %
Marge du BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer	32,6 %	26,0 %	32,3 %	27,3 %	26,9 %

1) Les ajustements de juste valeur représentent essentiellement les profits et pertes sur les soldes intragroupe survenant dans le cours normal des activités attribuables aux variations des cours de change, qui sont des composantes des charges d'exploitation, ainsi que les ajustements liés aux produits différés acquis.

Rapprochement des dépenses d'investissement et des dépenses d'investissement à payer

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin		Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains)	2023	2022	2023	2022	2022
Dépenses d'investissement	127	137	267	308	595
Déduire : ajustement conforme aux IFRS de la comptabilité de trésorerie	(2)	4	(21)	(45)	(50)
Dépenses d'investissement à payer	125	141	246	263	545
Dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	8,2 %

Rapprochement du bénéfice (de la perte) net, du résultat ajusté et du résultat ajusté par action

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin		Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les données sur les actions)	2023	2022	2023	2022	2022
Bénéfice (perte) net	894	(115)	1 650	892	1 338
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :					
Ajustements de juste valeur ¹⁾	5	(12)	18	(5)	(18)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	23	25	48	51	99
Autres profits d'exploitation, montant net	(347)	(2)	(364)	(1)	(211)
Autres charges (produits) financiers	102	(320)	192	(414)	(444)
Quote-part (du bénéfice) de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(419)	825	(989)	27	432
Impôt sur les éléments ci-dessus ²⁾	153	(155)	265	51	(22)
Éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité ²⁾	(2)	(1)	(2)	(45)	15
(Bénéfice) perte lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	(5)	44	(24)	55	53
Normalisation du taux d'impôt effectif des périodes intermédiaires²⁾	(5)	2	(3)	3	-
Dividendes déclarés sur les actions privilégiées	(2)	-	(3)	(1)	(3)
Résultat ajusté	397	291	788	613	1 239
Résultat ajusté par action	0,84 \$	0,60 \$	1,67 \$	1,26 \$	s. o.
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires (en millions)³⁾	470,4	487,9	472,5	487,7	s. o.

- 1) Les ajustements de juste valeur représentent essentiellement les profits et pertes sur les soldes intragroupe survenant dans le cours normal des activités attribuables aux variations des cours de change, qui sont des composantes des charges d'exploitation, ainsi que les ajustements liés aux produits différés acquis.
- 2) Pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2023 et 2022, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation – Charge (produit) d'impôt » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements.
- 3) Pour le trimestre clos le 30 juin 2022, se reporter à la rubrique « Rapprochement du nombre moyen pondéré dilué d'actions entrant dans le calcul du résultat ajusté par action » dans la présente annexe.

Rapprochement du taux d'impôt effectif pour l'exercice et du bénéfice ajusté

	Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains, sauf les pourcentages)	2022
Résultat ajusté	1 239
Ajouter : dividendes déclarés sur les actions privilégiées	3
Ajouter : charge d'impôt sur le résultat ajusté	266
Résultat ajusté avant impôt	1 508
Charge d'impôt conforme aux IFRS	259
Déduire l'impôt au titre de ce qui suit :	
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	22
Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	124
Autres produits financiers	(80)
Autres profits d'exploitation, montant net	(42)
Autres éléments	(2)
Total partiel – Éléments avant impôt déduits du résultat ajusté	22
Déduire : éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité	(15)
Total – Déduire tous les éléments ayant une incidence sur la comparabilité	7
Charge d'impôt sur le résultat ajusté	266
Taux d'impôt effectif sur le résultat ajusté	17,6 %

Rapprochement des entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation et des flux de trésorerie disponibles

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin		Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains)	2023	2022	2023	2022	2022
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	695	433	962	708	1 915
Dépenses d'investissement	(127)	(137)	(267)	(308)	(595)
Autres activités d'investissement	45	62	68	62	88
Paiements au titre du capital des contrats de location	(15)	(16)	(31)	(33)	(65)
Dividendes versés sur les actions privilégiées	(2)	-	(3)	(1)	(3)
Flux de trésorerie disponibles	596	342	729	428	1 340

Rapprochement des variations des produits des activités ordinaires et des variations des produits des activités ordinaires, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (croissance interne)

	Trimestres clos les 30 juin						
			Variation				
(en millions de dollars américains)	2023	2022	Total	Effet du change	Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions), montant net	Croissance interne
<u>Produits des activités ordinaires</u>							
Professionnels du droit	705	700	1 %	-	1 %	(4) %	6 %
Grandes sociétés	392	373	5 %	-	5 %	(2) %	7 %
Fiscalité et comptabilité	229	217	5 %	(2) %	7 %	(3) %	10 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 326	1 290	3 %	(1) %	3 %	(3) %	7 %
Reuters News	194	188	3 %	1 %	2 %	-	1 %
Publications mondiales	133	142	(6) %	(1) %	(5) %	(1) %	(4) %
Éliminations/arrondissement	(6)	(6)					
Total des produits des activités ordinaires	1 647	1 614	2 %	-	2 %	(3) %	5 %
<u>Produits récurrents</u>							
Professionnels du droit	667	656	2 %	-	2 %	(3) %	5 %
Grandes sociétés	340	322	5 %	-	5 %	(3) %	8 %
Fiscalité et comptabilité	167	167	-	(1) %	1 %	(8) %	9 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 174	1 145	2 %	-	3 %	(4) %	7 %
Reuters News	155	152	2 %	-	2 %	-	2 %
Éliminations/arrondissement	(6)	(6)					
Total des produits récurrents	1 323	1 291	2 %	-	3 %	(3) %	6 %
<u>Produits tirés des transactions</u>							
Professionnels du droit	38	44	(13) %	(1) %	(12) %	(24) %	12 %
Grandes sociétés	52	51	3 %	-	2 %	3 %	(1) %
Fiscalité et comptabilité	62	50	24 %	(3) %	27 %	15 %	12 %
3 grands secteurs pris collectivement	152	145	5 %	(1) %	6 %	(1) %	7 %
Reuters News	39	36	5 %	5 %	-	-	-
Total des produits tirés des transactions	191	181	5 %	-	5 %	(1) %	6 %

	Semestres clos les 30 juin						
	Variation						
(en millions de dollars américains)	2023	2022	Total	Effet du change	Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions), montant net	Croissance interne
<u>Produits des activités ordinaires</u>							
Professionnels du droit	1 419	1 398	2 %	(1) %	2 %	(3) %	6 %
Grandes sociétés	827	784	5 %	(1) %	6 %	(2) %	8 %
Fiscalité et comptabilité	511	470	9 %	(1) %	10 %	-	10 %
3 grands secteurs pris collectivement	2 757	2 652	4 %	(1) %	5 %	(2) %	7 %
Reuters News	369	364	1 %	-	1 %	-	1 %
Publications mondiales	271	284	(5) %	(1) %	(3) %	(1) %	(2) %
Éliminations/arrondissement	(12)	(12)					
Total des produits des activités ordinaires	3 385	3 288	3 %	(1) %	4 %	(2) %	6 %
<u>Produits récurrents</u>							
Professionnels du droit	1 339	1 309	2 %	(1) %	3 %	(2) %	6 %
Grandes sociétés	666	638	4 %	(1) %	5 %	(3) %	8 %
Fiscalité et comptabilité	343	349	(2) %	(1) %	(1) %	(8) %	7 %
3 grands secteurs pris collectivement	2 348	2 296	2 %	(1) %	3 %	(3) %	6 %
Reuters News	310	307	1 %	(1) %	2 %	-	2 %
Éliminations/arrondissement	(12)	(12)					
Total des produits récurrents	2 646	2 591	2 %	(1) %	3 %	(3) %	6 %
<u>Produits tirés des transactions</u>							
Professionnels du droit	80	89	(9) %	(1) %	(9) %	(13) %	5 %
Grandes sociétés	161	146	10 %	-	10 %	3 %	7 %
Fiscalité et comptabilité	168	121	39 %	(2) %	41 %	24 %	17 %
3 grands secteurs pris collectivement	409	356	15 %	(1) %	16 %	6 %	10 %
Reuters News	59	57	3 %	4 %	(1) %	-	(1) %
Total des produits tirés des transactions	468	413	13 %	-	14 %	5 %	9 %

Les montants pour le semestre clos en juin 2023 reflètent un retraitement de 3 M\$ entre les produits récurrents et les produits tirés des transactions du premier trimestre de 2023.

	Exercices clos les 31 décembre						
(en millions de dollars américains)	2022	2021	Variation				
			Total	Effet du change	Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions), montant net	Croissance interne
<u>Produits des activités ordinaires</u>							
Professionnels du droit	2 803	2 712	3 %	(2) %	5 %	(1) %	6 %
Grandes sociétés	1 536	1 440	7 %	(1) %	8 %	-	8 %
Fiscalité et comptabilité	986	915	8 %	(1) %	8 %	(1) %	9 %
3 grands secteurs pris collectivement	5 325	5 067	5 %	(1) %	6 %	(1) %	7 %
Reuters News	733	694	6 %	(3) %	9 %	-	9 %
Publications mondiales	592	609	(3) %	(2) %	(1) %	-	(1) %
Éliminations/arrondissement	(23)	(22)				-	
Total des produits des activités ordinaires	6 627	6 348	4 %	(2) %	6 %	-	6 %

Rapprochement des variations du BAIIA ajusté et de la marge connexe, des charges d'exploitation consolidées et du résultat ajusté par action consolidé, compte non tenu de l'effet du change

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les marges)	Trimestres clos les 30 juin				
	2023	2022	Total	Variation	
				Effet du change	En devises constantes
BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	345	304	14 %	-	14 %
Grandes sociétés	163	139	17 %	-	17 %
Fiscalité et comptabilité	89	81	10 %	(2) %	11 %
3 grands secteurs pris collectivement	597	524	14 %	(1) %	14 %
Reuters News	45	44	2 %	9 %	(7) %
Publications mondiales	53	50	5 %	-	5 %
Charges liées au siège social	(33)	(57)	s. o.	s. o.	s. o.
BAIIA ajusté	662	561	18 %	-	18 %
Marge du BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	48,9 %	43,4 %	550 pb	10 pb	540 pb
Grandes sociétés	41,6 %	37,4 %	420 pb	(10) pb	430 pb
Fiscalité et comptabilité	38,5 %	37,4 %	110 pb	-	110 pb
3 grands secteurs pris collectivement	44,9 %	40,7 %	420 pb	(10) pb	430 pb
Reuters News	23,1 %	23,3 %	(20) pb	190 pb	(210) pb
Publications mondiales	39,7 %	35,4 %	430 pb	40 pb	390 pb
Marge du BAIIA ajusté	40,1 %	34,7 %	540 pb	10 pb	530 pb
Charges d'exploitation	990	1 041	(5) %	1 %	(6) %
Résultat ajusté par action	0,84 \$	0,60 \$	40 %	-	40 %

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les marges)	Semestres clos les 30 juin				
	2023	2022	Total	Variation	
				Effet du change	En devises constantes
BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	663	609	9 %	-	9 %
Grandes sociétés	317	296	7 %	(1) %	7 %
Fiscalité et comptabilité	238	203	17 %	(1) %	18 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 218	1 108	10 %	-	10 %
Reuters News	74	81	(9) %	8 %	(17) %
Publications mondiales	103	103	-	(1) %	1 %
Charges liées au siège social	(56)	(131)	s. o.	s. o.	s. o.
BAIIA ajusté	1 339	1 161	15 %	-	15 %
Marge du BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	46,7 %	43,6 %	310 pb	30 pb	280 pb
Grandes sociétés	38,2 %	37,8 %	40 pb	-	40 pb
Fiscalité et comptabilité	45,7 %	43,2 %	250 pb	30 pb	220 pb
3 grands secteurs pris collectivement	44,0 %	41,8 %	220 pb	20 pb	200 pb
Reuters News	20,0 %	22,2 %	(220) pb	210 pb	(430) pb
Publications mondiales	38,1 %	36,2 %	190 pb	20 pb	170 pb
Marge du BAIIA ajusté	39,4 %	35,3 %	410 pb	30 pb	380 pb
Charges d'exploitation	2 064	2 122	(3) %	(1) %	(2) %
Résultat ajusté par action	1,67 \$	1,26 \$	33 %	-	33 %

	Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2022
BAIIA ajusté	
Professionnels du droit	1 227
Grandes sociétés	578
Fiscalité et comptabilité	451
3 grands secteurs pris collectivement	2 256
Reuters News	154
Publications mondiales	212
Charges liées au siège social	(293)
BAIIA ajusté	2 329
Marge du BAIIA ajusté	
Professionnels du droit	43,8 %
Grandes sociétés	37,6 %
Fiscalité et comptabilité	45,8 %
3 grands secteurs pris collectivement	42,4 %
Reuters News	21,0 %
Publications mondiales	35,7 %
Marge du BAIIA ajusté	35,1 %

Rapprochement de la marge du BAIIA ajusté

Pour calculer la marge du BAIIA ajusté sectorielle et consolidée, nous excluons les ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis de nos produits des activités ordinaires comptabilisés selon les IFRS. Le tableau ci-après présente un rapprochement des produits des activités ordinaires comptabilisés selon les IFRS et des produits utilisés pour le calcul de la marge du BAIIA ajusté, qui exclut les ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis.

	Trimestre clos le 30 juin 2023				
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Produits des activités ordinaires comptabilisés selon les IFRS	Moins les ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis	Produits des activités ordinaires, compte non tenu des ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis	BAIIA ajusté	Marge du BAIIA ajusté
Produits des activités ordinaires					
Professionnels du droit	705	-	705	345	48,9 %
Grandes sociétés	392	1	393	163	41,6 %
Fiscalité et comptabilité	229	3	232	89	38,5 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 326	4	1 330	597	44,9 %
Reuters News	194	-	194	45	23,1 %
Publications mondiales	133	-	133	53	39,7 %
Éliminations/arrondissement	(6)	-	(6)	-	s. o.
Charges liées au siège social	-	-	-	(33)	s. o.
Totaux consolidés	1 647	4	1 651	662	40,1 %

Semestre clos le 30 juin 2023

		Semestre clos le 30 juin 2020			
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Produits des activités ordinaires comptabilisés selon les IFRS	Moins les ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis	Produits des activités ordinaires, compte non tenu	BAIIA ajusté	Marge du BAIIA ajusté
			des ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis		
<u>Produits des activités ordinaires</u>					
Professionnels du droit	1 419	-	1 419	663	46,7 %
Grandes sociétés	827	3	830	317	38,2 %
Fiscalité et comptabilité	511	10	521	238	45,7 %
3 grands secteurs pris collectivement	2 757	13	2 770	1 218	44,0 %
Reuters News	369	-	369	74	20,0 %
Publications mondiales	271	-	271	103	38,1 %
Éliminations/arrondissement	(12)	-	(12)	-	s. o.
Charges liées au siège social	-	-	-	(56)	s. o.
Totaux consolidés	3 385	13	3 398	1 339	39,4 %

Rapprochement du nombre moyen pondéré dilué d'actions entrant dans le calcul du résultat ajusté par action

Nos activités poursuivies ayant enregistré une perte nette aux termes des IFRS pour le trimestre clos le 30 juin 2022, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires entrant dans le calcul de la perte de base et diluée par action est identique pour tous les calculs du résultat par action de la période, puisque l'incidence des options sur actions et des autres attributions incitatives en actions viendrait réduire la perte par action et aurait donc un effet antidilutif. Comme le résultat ajusté, qui est une mesure non conforme aux IFRS, correspond à un bénéfice, les actions ordinaires potentielles sont prises en compte, puisqu'elles viennent diminuer le résultat ajusté par action et ont donc un effet dilutif.

Le tableau suivant présente un rapprochement de l'information sur les actions ordinaires selon les IFRS et hors IFRS.

	Trimestre clos le 30 juin 2022
(nombre moyen pondéré d'actions ordinaires)	
IFRS : nombre de base et dilué	487 171 400
Incidence des options sur actions et des autres attributions incitatives en actions	772 342
Nombre dilué, hors IFRS	487 943 742

Annexe C

Données trimestrielles (non audité)

Le tableau qui suit présente un résumé de nos résultats d'exploitation consolidés pour les huit trimestres les plus récents.

	Trimestres clos les							
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	30 juin 2023	31 mars 2023	31 déc. 2022	30 sept. 2022	30 juin 2022	31 mars 2022	31 déc. 2021	30 sept. 2021
Produits des activités ordinaires	1 647	1 738	1 765	1 574	1 614	1 674	1 710	1 526
Bénéfice d'exploitation	825	508	631	398	391	414	257	282
Bénéfice (perte) lié aux activités poursuivies	889	737	179	265	(71)	1 018	(177)	(241)
Bénéfice (perte) lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	5	19	39	(37)	(44)	(11)	2	1
Bénéfice (perte) net	894	756	218	228	(115)	1 007	(175)	(240)
Bénéfice (perte) attribuable aux actionnaires ordinaires	894	756	218	228	(115)	1 007	(175)	(240)
Résultat de base par action								
Lié aux activités poursuivies	1,89 \$	1,56 \$	0,37 \$	0,55 \$	(0,15) \$	2,09 \$	(0,36) \$	(0,49) \$
Lié aux activités abandonnées	0,01	0,04	0,08	(0,08)	(0,09)	(0,02)	-	-
	1,90 \$	1,60 \$	0,45 \$	0,47 \$	(0,24) \$	2,07 \$	(0,36) \$	(0,49) \$
Résultat dilué par action								
Lié aux activités poursuivies	1,89 \$	1,55 \$	0,37 \$	0,55 \$	(0,15) \$	2,09 \$	(0,36) \$	(0,49) \$
Lié aux activités abandonnées	0,01	0,04	0,08	(0,08)	(0,09)	(0,03)	-	-
	1,90 \$	1,59 \$	0,45 \$	0,47 \$	(0,24) \$	2,06 \$	(0,36) \$	(0,49) \$

Produits des activités ordinaires – Nos produits des activités ordinaires sont habituellement peu touchés par le caractère saisonnier des activités puisque nous comptabilisons une part importante de nos produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats. Néanmoins, nos produits des activités ordinaires d'un trimestre à l'autre peuvent être touchés par le lancement de certains produits liés à l'impôt, qui sont habituellement plus concentrés au quatrième trimestre et, dans une moindre mesure, au premier trimestre de l'exercice. Puisque nous exerçons la majeure partie de nos activités en dollars américains, les mouvements du change ont eu une incidence minime sur nos produits des activités ordinaires, sauf au troisième et au quatrième trimestre de 2022, où un raffermissement important du dollar américain a entraîné une légère baisse de nos produits des activités ordinaires. Les cessions ont eu un effet défavorable sur nos produits des activités ordinaires au deuxième trimestre de 2023, en dépit des hausses liées aux acquisitions.

Bénéfice d'exploitation – Notre bénéfice d'exploitation est habituellement peu touché par le caractère saisonnier, la majorité de nos charges d'exploitation étant fixes. En conséquence, lorsque nos produits des activités ordinaires s'accroissent, nous devenons généralement plus rentables et, inversement, lorsqu'ils diminuent, nous sommes généralement moins rentables. Les résultats du deuxième trimestre de 2023 et du quatrième trimestre de 2022 incluent des profits découlant de la vente de certaines entreprises secondaires. En 2022 et en 2021, le calendrier des coûts liés au programme de transformation et les avantages découlant de ce dernier ont influé sur le bénéfice d'exploitation.

Bénéfice (perte) net – Notre bénéfice (perte) net a été considérablement influencé par notre participation dans LSEG. Le résultat net du deuxième et du premier trimestre de 2023 et du premier et du quatrième trimestre de 2022 rend compte de l'accroissement de la valeur de notre participation dans LSEG, tandis que ceux du deuxième trimestre de 2022 et du troisième et du quatrième trimestre de 2021 rendent compte de la diminution de la valeur de notre participation dans LSEG. Bien que le résultat net du troisième trimestre de 2022 reflète également une baisse importante de la valeur de notre participation dans LSEG, cette baisse est presque entièrement attribuable au raffermissement du dollar américain par rapport à la livre sterling, dont l'incidence a été atténuée par des profits sur les contrats de change liés à une partie de la participation, qui est libellée en livres sterling.

Annexe D

Information financière complémentaire sur les garants

Les tableaux de consolidation ci-après présentent l'information financière sommaire en lien avec la garantie intégrale et inconditionnelle accordée par Thomson Reuters Corporation et trois filiales américaines garantes, qui sont aussi des filiales en propriété exclusive indirecte consolidées de Thomson Reuters Corporation (appelées les « filiales garantes »), à l'égard de tout titre d'emprunt émis par TR Finance LLC aux termes d'un acte de fiducie qui sera conclu entre Thomson Reuters Corporation, TR Finance LLC, les filiales garantes, Société de fiducie Computershare du Canada et Deutsche Bank Trust Company Americas. TR Finance LLC est une filiale en propriété exclusive indirecte de Thomson Reuters Corporation et a été constituée aux seules fins d'émettre des titres d'emprunt. TR Finance LLC n'a aucun actif ou passif d'importance, aucune filiale et aucune activité commerciale qui lui est propre. La capacité de TR Finance LLC de payer des intérêts, des primes ou des charges d'exploitation ou d'honorer ses obligations dépendra du soutien financier de Thomson Reuters Corporation et des filiales garantes. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion pour obtenir plus d'informations à ce sujet.

Les tableaux de consolidation ci-après présentent l'information financière résumée pour les éléments suivants :

- la société mère – à savoir Thomson Reuters Corporation, propriétaire direct ou indirect de l'ensemble de ses filiales;
- la filiale émettrice – à savoir TR Finance LLC;
- les filiales garantes, prises collectivement;
- les filiales non garantes – à savoir les autres filiales de Thomson Reuters Corporation qui ne garantissent pas les titres d'emprunt de TR Finance LLC, prises collectivement;
- les éliminations – à savoir les ajustements de consolidation;
- Thomson Reuters, après consolidation.

Les filiales garantes mentionnées ci-dessus comprennent les filiales en propriété exclusive indirecte consolidées suivantes de Thomson Reuters Corporation :

- Thomson Reuters Applications Inc., qui exerce ses activités dans les secteurs Professionnels du droit, Fiscalité et comptabilité, et Grandes sociétés de la société;
- Thomson Reuters (Tax & Accounting) Inc., qui exerce ses activités dans les secteurs Fiscalité et comptabilité et Grandes sociétés de la société;
- West Publishing Corporation, qui exerce ses activités dans les secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés et Publications mondiales de la société.

Aux fins des tableaux de consolidation de l'information financière sommaire, Thomson Reuters Corporation comptabilise ses placements dans des filiales selon la méthode de la mise en équivalence. Lorsque les filiales sont membres d'un groupe consolidé aux fins des déclarations fiscales, Thomson Reuters Corporation répartit la charge d'impôt conformément à l'entente de partage d'impôt, notamment en appliquant la méthode du pourcentage, selon laquelle les membres du groupe consolidé sont remboursés pour les pertes qu'ils subissent, peu importe s'ils ont la possibilité d'utiliser ces pertes de manière distincte. Nous estimons que cette répartition constitue une façon systématique et rationnelle de répartir les soldes d'impôt. Les ajustements nécessaires pour consolider les résultats de la société mère, des filiales garantes et des filiales non garantes sont reflétés dans la colonne « Éliminations ».

Ce mode de présentation ne vise à présenter la situation financière de Thomson Reuters Corporation et ses résultats d'exploitation à nulle autre fin que pour se conformer aux exigences de communication de l'information sur les garants. Les données présentées doivent être lues conjointement avec nos états financiers consolidés intermédiaires pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2023, nos états financiers consolidés annuels de 2022, ainsi qu'avec notre rapport de gestion annuel de 2022, qui figure dans notre rapport annuel 2022.

Les tableaux de consolidation de l'information financière résumée ci-après sont fournis conformément aux exigences de l'article 13.4 du *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue* qui porte sur les dispenses en faveur de certains émetteurs bénéficiant de soutien au crédit. Thomson Reuters Corporation a aussi choisi de fournir de l'information financière complémentaire conformément à l'article 13 de la Réglementation S-X, dans sa version adoptée par la SEC et qui figure dans le communiqué de la SEC n° 33-10762.

Les tableaux de consolidation de l'information financière sommaire ci-après ont été préparés conformément aux IFRS publiées par l'IASB et n'ont pas été audités.

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET

	Trimestre clos le 30 juin 2023					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	-	-	508	1 283	(144)	1 647
Charges d'exploitation	(6)	-	(327)	(801)	144	(990)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	-	-	(10)	(19)	-	(29)
Dotation aux amortissements des logiciels	-	-	(4)	(123)	-	(127)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	-	-	(11)	(12)	-	(23)
Autres (pertes) profits d'exploitation, montant net	-	-	(1)	348	-	347
(Perte) bénéfice d'exploitation	(6)	-	155	676	-	825
(Charges) produits financiers, montant net :						
(Charge) produit d'intérêts, montant net	(48)	-	5	9	-	(34)
Autres (charges) produits financiers	(23)	-	1	(80)	-	(102)
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	42	-	(12)	(30)	-	-
(Perte) bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(35)	-	149	575	-	689
Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	419	-	419
Quote-part du bénéfice après impôt des filiales	929	-	71	133	(1 133)	-
Charge d'impôt	-	-	(16)	(203)	-	(219)
Bénéfice lié aux activités poursuivies	894	-	204	924	(1 133)	889
Bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	-	-	-	5	-	5
Bénéfice net	894	-	204	929	(1 133)	894
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	894	-	204	929	(1 133)	894

	Trimestre clos le 30 juin 2022					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	-	-	514	1 236	(136)	1 614
Charges d'exploitation	(1)	-	(375)	(801)	136	(1 041)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	-	-	(11)	(27)	-	(38)
Dotation aux amortissements des logiciels	-	-	(3)	(118)	-	(121)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	-	-	(13)	(12)	-	(25)
Autres profits d'exploitation, montant net	-	-	-	2	-	2
(Perte) bénéfice d'exploitation	(1)	-	112	280	-	391
(Charges) produits financiers, montant net :						
Charge d'intérêts, montant net	(39)	-	-	(10)	-	(49)
Autres (charges) produits financiers	(41)	-	-	361	-	320
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	29	-	(13)	(16)	-	-
(Perte) bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(52)	-	99	615	-	662
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	(825)	-	(825)
Quote-part (de la perte) du bénéfice après impôt des filiales	(63)	-	-	69	(6)	-
Charge (produit) d'impôt	-	-	(30)	122	-	92
(Perte) bénéfice lié aux activités poursuivies	(115)	-	69	(19)	(6)	(71)
Perte liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	-	-	-	(44)	-	(44)
(Perte) bénéfice net	(115)	-	69	(63)	(6)	(115)
(Perte) bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	(115)	-	69	(63)	(6)	(115)

	Semestre clos le 30 juin 2023					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	-	-	1 077	2 636	(328)	3 385
Charges d'exploitation	(6)	-	(760)	(1 626)	328	(2 064)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	-	-	(21)	(38)	-	(59)
Dotation aux amortissements des logiciels	-	-	(9)	(236)	-	(245)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	-	-	(23)	(25)	-	(48)
Autres profits (pertes) d'exploitation, montant net	23	-	(5)	346	-	364
Bénéfice d'exploitation	17	-	259	1 057	-	1 333
(Charges) produits financiers, montant net :						
(Charge) produit d'intérêts, montant net	(99)	-	4	6	-	(89)
Autres (charges) produits financiers	(26)	-	1	(167)	-	(192)
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	108	-	(24)	(84)	-	-
Résultat avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	240	812	-	1 052
Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	989	-	989
Quote-part du bénéfice après impôt des filiales	1 650	-	68	201	(1 919)	-
Charge d'impôt	-	-	(39)	(376)	-	(415)
Bénéfice lié aux activités poursuivies	1 650	-	269	1 626	(1 919)	1 626
Bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	-	-	-	24	-	24
Bénéfice net	1 650	-	269	1 650	(1 919)	1 650
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	1 650	-	269	1 650	(1 919)	1 650

	Semestre clos le 30 juin 2022					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	-	-	1 100	2 543	(355)	3 288
Charges d'exploitation	(4)	-	(820)	(1 653)	355	(2 122)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	-	-	(24)	(52)	-	(76)
Dotation aux amortissements des logiciels	-	-	(6)	(229)	-	(235)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	-	-	(26)	(25)	-	(51)
Autres profits d'exploitation, montant net	-	-	-	1	-	1
(Perte) bénéfice d'exploitation	(4)	-	224	585	-	805
(Charges) produits financiers, montant net :						
Charge d'intérêts, montant net	(79)	-	-	(18)	-	(97)
Autres (charges) produits financiers	(38)	-	1	451	-	414
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	57	-	(25)	(32)	-	-
(Perte) bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(64)	-	200	986	-	1 122
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	(27)	-	(27)
Quote-part du bénéfice après impôt des filiales	956	-	4	145	(1 105)	-
Charge d'impôt	-	-	(55)	(93)	-	(148)
Bénéfice lié aux activités poursuivies	892	-	149	1 011	(1 105)	947
Perte liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	-	-	-	(55)	-	(55)
Bénéfice net	892	-	149	956	(1 105)	892
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	892	-	149	956	(1 105)	892

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

	30 juin 2023					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	-	290	2 561	-	2 858
Créances clients et autres créances d'exploitation	-	-	228	772	-	1 000
Créances d'exploitation intragroupe	3 736	-	654	5 407	(9 797)	-
Autres actifs financiers	-	-	5	99	-	104
Charges payées d'avance et autres actifs courants	-	-	237	235	-	472
Actifs courants	3 743	-	1 414	9 074	(9 797)	4 434
Immobilisations corporelles, montant net	-	-	142	260	-	402
Logiciels, montant net	-	-	57	1 010	-	1 067
Autres immobilisations incorporelles identifiables, montant net	-	-	1 043	2 146	-	3 189
Goodwill	-	-	3 798	2 392	-	6 190
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	3 477	-	3 477
Autres actifs financiers	91	-	8	349	-	448
Autres actifs non courants	-	-	106	504	-	610
Créances d'exploitation intragroupe	161	-	2	777	(940)	-
Placements dans des filiales	17 733	-	501	4 313	(22 547)	-
Actifs d'impôt différé	-	-	-	1 072	-	1 072
Total de l'actif	21 728	-	7 071	25 374	(33 284)	20 889
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES						
Passif						
Dette courante	2 440	-	-	-	-	2 440
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	54	-	298	581	-	933
Passif d'impôt exigible	-	-	-	479	-	479
Produits différés	-	-	395	547	-	942
Dettes d'exploitation intragroupe	4 890	-	517	4 390	(9 797)	-
Autres passifs financiers	-	-	15	109	-	124
Passifs courants	7 384	-	1 225	6 106	(9 797)	4 918
Dette à long terme	3 141	-	-	-	-	3 141
Provisions et autres passifs non courants	2	-	5	668	-	675
Autres passifs financiers	-	-	26	176	-	202
Dettes d'exploitation intragroupe	-	-	778	162	(940)	-
Passifs d'impôt différé	-	-	223	529	-	752
Total du passif	10 527	-	2 257	7 641	(10 737)	9 688
Capitaux propres						
Total des capitaux propres	11 201	-	4 814	17 733	(22 547)	11 201
Total du passif et des capitaux propres	21 728	-	7 071	25 374	(33 284)	20 889

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

	31 décembre 2022					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5	-	125	939	-	1 069
Créances clients et autres créances d'exploitation	-	-	458	611	-	1 069
Créances d'exploitation intragroupe	3 566	-	354	2 791	(6 711)	-
Autres actifs financiers	-	-	5	199	-	204
Charges payées d'avance et autres actifs courants	-	-	245	224	-	469
Actifs courants	3 571	-	1 187	4 764	(6 711)	2 811
Immobilisations corporelles, montant net	-	-	159	255	-	414
Logiciels, montant net	-	-	4	918	-	922
Autres immobilisations incorporelles identifiables, montant net	-	-	1 066	2 153	-	3 219
Goodwill	-	-	3 788	2 094	-	5 882
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	6 199	-	6 199
Autres actifs financiers	60	-	11	456	-	527
Autres actifs non courants	-	-	126	493	-	619
Créances d'exploitation intragroupe	190	-	-	778	(968)	-
Placements dans des filiales	15 979	-	64	4 145	(20 188)	-
Actifs d'impôt différé	-	-	-	1 118	-	1 118
Total de l'actif	19 800	-	6 405	23 373	(27 867)	21 711
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES						
Passif						
Dette courante liée à l'impôt	1 647	-	-	-	-	1 647
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	48	-	395	779	-	1 222
Passif d'impôt exigible	-	-	2	322	-	324
Produits différés	-	-	341	545	-	886
Dettes d'exploitation intragroupe	2 385	-	406	3 920	(6 711)	-
Autres passifs financiers	718	-	18	76	-	812
Passifs courants	4 798	-	1 162	5 642	(6 711)	4 891
Dette à long terme	3 114	-	-	-	-	3 114
Provisions et autres passifs non courants	2	-	4	685	-	691
Autres passifs financiers	-	-	33	200	-	233
Dettes d'exploitation intragroupe	1	-	778	189	(968)	-
Passifs d'impôt différé	-	-	219	678	-	897
Total du passif	7 915	-	2 196	7 394	(7 679)	9 826
Capitaux propres						
Total des capitaux propres	11 885	-	4 209	15 979	(20 188)	11 885
Total du passif et des capitaux propres	19 800	-	6 405	23 373	(27 867)	21 711